9e Année. — N° 163. — 10 Novembre 1933.

Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à LOUZON, Avenue Fragonard, Cannes (A.-M.), — celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à CHAMBELLAND, 54, rue du Château d'Eau, Paris (10e).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Weygand au Maroc

Qu'est allé faire Weygand au Maroc ? — Pas seulement un voyage d'apparat. A peine débarqué il est parti dans le sud.

Ce n'est généralement pas une fois les opérations terminées que les généraux vont inspecter le terrain des opérations. Le voyage de Weygand est-il l'annonce d'une nouvelle guerre ? A-t-il pour but de préparer cette conquête des colonies espagnoles de la Mauritanie, dont les journaux spécialistes se sont remis à parler plus que jamais, aussitôt les dernières opérations de l'Atlas terminées ?

Si celle-ci a lieu, continuerons-nous à fermer les yeux sur cette guerre interminable, cette guerre qui dure depuis plus de vingt ans, et qui. toujours déclarée achevée, toujours renaît de ses cendres ?

Le parti socialiste, débarrassé de ses néos, fera-t-il comme pour la guerre de l'Atlas de cet été ? Cette guerre pour laquelle, après en avoir voté les crédits, après avoir soutenu inlassablement de ses votes, tant qu'elle dura, le gouvernement qui la prépara, l'ordonna et la conduisit — il se contenta d'une motion de protestation... une fois que tout fut fini. Une fois que les deux corps d'armée mobilisés eurent réduit par la faim et la soif, les hommes, les femmes et les enfants...

Dégoûtante hypocrisie !

Un programme économique de "minus habens"

La grande affaire du ministère Sarraut sera évidemment celle du « redressement budgétaire ». Quand nous aurons connaissance de ses projets financiers, nous aurons sans doute à en parler abondamment. Pour le moment, où nous ne connaissons que sa déclaration ministérielle, contentons-nous de signaler l'absurdité de son « programme économique ».

Il faut, dit Sarraut, se servir du contingentement pour n'acheter qu'aux pays qui « nous » achètent. Absurdité !

N'acheter qu'à ceux qui vous achètent, c'est obligatoirement réduire non seulement ses achats, mais aussi ses ventes, car c'est ramener le commerce à ce qu'il était sous le régime du troc.

Quel est l'avantage de la monnaie par rapport au troc entre marchandises ? C'est qu'elle permet l'échange triangulaire, l'échange entre trois personnes au lieu de deux. Pour troquer marchandise contre marchandise, il faudra que je trouve un monsieur B *qui, à la fois, ait besoin de ma marchandise et détienne une marchandise dont j'ai besoin. Si j'ai besoin du coton que* B *possède, et que celui-ci n'a pas besoin du blé que je détiens, impossibilité de commercer entre nous. Mais s'il se trouve un troisième personnage* C *qui, lui, a besoin du blé que je possède, et qui a une marchandise, du fer par exemple, dont a besoin* B, *nous pourrons commercer à nous trois, malgré qu'aucun de nous n'achètera à qui lui achètera. J'achèterai en effet à* B *le coton dont j'ai besoin,* sans lui demander de m'acheter quoi que ce soit en échange ; *avec l'argent ainsi obtenu,* B *achètera à* C *le fer dont il a besoin ; et avec cet argent* C *achètera finalement mon blé. Ainsi donc j'aurais en définitive le coton dont j'ai besoin, et j'aurais également vendu le blé que j'avais en trop, bien que ce ne soit point mon vendeur de coton qui m'ait acheté mon blé. C'est ce mode d'échange à trois que la monnaie a rendu possible, et c'est celui-là que le minus habens Sarraut entend supprimer dans le commerce international !*

Supprimer l'échange triangulaire, faire que la « France » n'achète plus à un pays que si celui-ci *lui achète, c'est l'impossibilité d'ajuster les besoins économiques de trois pays qui ne sont complémentaires que deux à deux. C'est par là réduire rapidement à rien les échanges internationaux, et c'est ce qu'Albert Sarraut, grand homme pour Palais-Bourbon, propose... afin de « ranimer notre commerce extérieur » !*

Qu'une telle ânerie, qu'un système de régression économique aussi caractérisé, puisse être sérieusement présenté par un gouvernement à des Chambres françaises, cela montre à quel formidable degré de dégénérescence notre bourgeoisie française est descendue.

Le "Quatrième Etat"

Les camarades allemanistes de Javel qui m'enseignaient le socialisme il y a quelque trente ans, avaient une bête noire : c'était le « Quatrième Etat ». L'expression était, je crois, de Guesde ; je ne sais pas exactement quelle définition celui-ci en avait donné, mais pour les mécaniciens ou chiffonniers de Javel, ce qu'elle cachait était très clair : en se donnant comme but l'instauration d'un « quatrième Etat », les socialistes à la Guesde cherchaient à conquérir le pouvoir pour une nouvelle classe qui, comme autrefois le Tiers Etat, établirait sa propre domination sur l'ensemble des travailleurs.

Les événements actuels sont une remarquable

confirmation de cette opinion. Dans un récent article de la « R. P. », Simone Weil a fort justement remarqué que ce que nous voyons au pouvoir actuellement sous le nom de stalinisme ou de fascisme n'est, ni la dictature du prolétariat, ni une dictature exclusivement capitaliste, mais celle d'une nouvelle classe qui n'est ni le prolétariat ni le capitalisme. Cette classe, sorte de bourgeoisie de bureau, n'est autre que ce que les travailleurs parisiens de 1900, avec le remarquable sens de classe de leur époque, dénonçaient par avance sous le nom de Quatrième Etat.

Le double courant du socialisme : celui du socialisme bureaucratico-intellectuel d'une part, celui du socialisme ouvrier d'autre part, remonte d'ailleurs à l'origine même du mouvement socialiste. C'est lui qui se révèle dans la scission qui ne tarda pas à se produire, chez les chartistes anglais, entre les éléments proprement ouvriers et les démagogues à la O'Connor ; en France, il se manifeste une première fois dans la réaction des ouvriers proudhoniens, après 48, contre les politiciens républicains, si « rouges » soient-ils, puis plus nettement encore à la fin du Second Empire, dans la guerre ouverte des blanquistes et des ouvriers de l'Internationale. Ce fut ensuite le Congrès de Londres avec ses deux camps bien tranchés ; et enfin le syndicalisme révolutionnaire des années 1900 se dressant contre le socialisme des « partis » (1).

Il faut donc considérer que le socialisme n'est point le mouvement d'une seule classe, mais de deux classes, celles-ci se trouvent simplement à l'heure actuelle liguées momentanément contre une troisième, la classe au pouvoir, la bourgeoisie capitaliste. Mais ces deux classes n'en restent pas moins distinctes et opposées, chacune d'elles sentant plus ou moins clairement que lorsque leur ennemi commun d'aujourd'hui aura disparu, il leur faudra combattre l'une contre l'autre : l'une pour établir sa domination sur l'autre, l'autre pour supprimer toute domination, y compris celle de ses alliés de la veille.

Et c'est pourquoi, à quelque fraction qu'ils appartiennent, et si acerbes que soient souvent les polémiques qui les mettent aux prises, les différents clans de dictateurs ou d'aspirants dictateurs se retrouvent foncièrement unis dès qu'il s'agit de combattre le syndicalisme révolutionnaire, ou tout autre courant « ouvriériste ». Si faible qu'il soit aujourd'hui, au moins en apparence, le socialisme ouvrier ne cesse de les hanter.

Qu'entre le socialisme des « intellectuels » et le socialisme ouvrier, il n'y ait pas qu'une différence de doctrine, mais une opposition de classes, c'est ce qu'a fort bien vu un écrivain d'Amérique, qui signe Max Nomad, vieux révolutionnaire, qui, comme un grand nombre de ceux de sa génération, a traîné sa bosse dans à peu près tous les pays, y faisant successivement presque tous les métiers. C'est l'idée qu'il a développée dans un volume publié ces temps derniers à New-York, sous le titre Rebelles et Rénégats *dans lequel l'histoire de la vie de quelques « rebelles » ou « renégats » célèbres (Malatesta et Trotsky, Mussolini et Briand, etc...) lui fournit le moyen d'analyser les caractères essentiels du mouvement socialiste des principaux pays durant les cinquante dernières années. Publier la traduction du dernier chapitre de ce livre nous a paru la meilleure manière de conclure les différentes études qu'a suscitées de la part de nos collaborateurs l'avènement d'Hitler. On la trouvera plus loin. Par cette esquisse générale du mouvement socialiste européen depuis un siècle, l'hitlérisme et le stalinisme trouvent naturellement leur explication.*

A cette première conclusion nous en ajouterons prochainement une seconde, en publiant une monographie du Cartel lyonnais des Syndicats du Bâtiment, par notre camarade Claveyrolas. Conclusion plus précieuse encore que la première. Car, contrairement à ce qu'exprime le soudard Ajax, nous ne saurions comprendre ce qui nous écrase. Selon une remarque très juste du vieux Sorel, nous ne pouvons comprendre que ce que nous créons, ce que nous fabriquons. Or créer c'est vaincre. Nous ne saurions donc comprendre que dans la mesure où nous vainquons.

C'est un remarquable exemple de création et de victoire que l'histoire du Cartel lyonnais. Elle est une démonstration par le fait, de la « capacité ouvrière ». Elle montre que pour si peu bruyant qu'il soit aujourd'hui, si souterrains pour ainsi dire que soient ses progrès, le socialisme ouvrier n'est pas mort.

Et surtout elle montre la voie à suivre, la voie par laquelle en définitive la classe ouvrière, en nos pays d'occident, pourra peut-être secouer le joug du capitalisme sans avoir à passer sous celui du « Quatrième Etat », et qui, en tous cas lui permettra de secouer ce joug, si celui-ci venait à s'établir.

R. L.

(1) Il est d'ailleurs tout à fait symptômatique que le « socialisme » pratiqué actuellement en U.R.S.S. est exactement celui du premier et du plus caractérisé des théoriciens du socialisme intellectuel: Saint-Simon. Pour Staline comme pour Saint-Simon le socialisme se réduit à l'organisation d'ensemble de la production selon un plan; quant au régime hiérarchique qui s'est établi en U.R.S.S. il est exactement celui préconisé par Saint-Simon: dans la hiérarchie saint-simonienne sont en haut les prêtres, les nouveaux prêtres, les « sages », ceux qui détiennent la « doctrine », les « philosophes » du régime (en Russie, ceux-ci sont représentés par le bureau politique du parti dont le secrétaire, chef suprême, est le « prêtre social », et le petit groupe de ceux qui ont été consacrés « marxistes » et « léninistes »); en second lieu viennent les « techniciens »; enfin l'immense armée des travailleurs. Exactement donc ce qui est dans l'actuelle Russie.

Dans la lutte pour le salaire — véritable guerre civile — se réunissent et se développent tous les éléments nécessaires à une bataille à venir.

K. MARX.

UNE ÉTAPE DE LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La chute de Daladier

La chute du gouvernement Daladier termine une nouvelle étape de la lutte engagée depuis un an et demi entre le syndicalisme des fonctionnaires et les représentants de l'Etat. Lutte dont nous avons souligné ici, à différentes occasions, les multiples aspects et les effets variés.

A la résignation, qui, aux premières heures, pesait sur nos militants, et que certains savants marxistes paraient pudiquement d'intransigeance doctrinale, nous avons opposé sans cesse les nécessités et les bienfaits de l'action syndicale. Nous avons noté, proclamé, prouvé que la défense de nos traitements était affaire exclusivement syndicaliste, que, non seulement elle devait renforcer nos organisations syndicales mais encore qu'elle constituait l'une des phases de cette renaissance du syndicalisme pour laquelle nous travaillons, depuis huit ans.

Parler d'une lutte, c'est naturellement en envisager tous les aléas. Entre la résignation et la confiance béate, il y a place pour une juste appréciation des difficultés et des dangers de la bataille ainsi que des manœuvres de l'adversaire. Il convient surtout de préciser avec soin sur quels alliés sûrs on peut compter. Il importe aussi de ne pas prendre un succès, si sérieux soit-il, pour une victoire définitive. Nous avons affirmé, en mars dernier, que le recul du 28 février n'était pas une défaite grave. On nous a reproché notre optimisme. Nous disons aujourd'hui que par le succès du 25 octobre nous n'aurons sans doute gagné qu'une « détente précaire », pour reprendre les termes dont use Charles Laurent (*Tribune du Fonctionnaire* du 28 octobre). Mais nous ne sommes pas pessimistes, car jamais nous n'aurons disposé de facteurs favorables aussi solides.

Les atouts du Gouvernement

Le gouvernement, en proposant, brusquement, dès la rentrée, son plan de redressement budgétaire, flanqué d'un projet de redressement économique où apparaissait la formule magique des 40 heures, comptait mettre dans son jeu un certain nombre d'atouts majeurs:

1° *La lassitude des fonctionnaires*, que les péripéties d'une bataille de plusieurs mois avaient passablement fatigués — qui, d'autre part, venaient au cours des vacances, de subir l'influence déprimante d'une opinion rurale savamment travaillée. Les menaces insolentes que la circulaire De Monzie avait dressées devant le syndicalisme universitaire pouvaient faire fléchir certains fermes et retenir jusqu'à l'abdication pas mal d'hésitants.

2° *La procédure d'extrême urgence* — acceptée unanimement par les socialistes, qui devait — on l'a dit ouvertement — empêcher toute réaction sérieuse des parties intéressées, entendez: des syndicats de fonctionnaires. On a voulu la justifier, par la suite, en prétendant contre toute vraisemblance, que l'insécurité budgétaire (conséquence fatale de la crise économique) mettait le franc en péril. Dommage que les imbéciles ne lisent pas l'*Œuvre*, car c'était certainement à leur seule intention que ce journal et les autres organes gouvernementaux gémissaient sur le sort douteux d'une monnaie garantie à 80 % par l'encaisse métallique de la Banque de France, cependant que la garantie reconnue suffisante par la loi de stabilisation de 1928 n'est que de 35 %.

3° *La neutralité, pour ne pas dire la passivité, favorable de la C.G.T., au moment de son Congrès.* On n'insistera jamais assez sur le triste effet des paroles de Bard et de Biot au Congrès confédéral. Le premier surtout qui a eu les honneurs du *Temps*. Besogne de désaveu de l'action des fonctionnaires d'autant plus odieuse qu'elle nous opposait pour tout observateur superficiel — à la corporation minière à laquelle nous nous sentons liés par tant de souvenirs émouvants et tragiques, par l'atroce vision des misères actuelles. On notera, sans surprise, que dans ses effets oratoires d'une démagogie facile, Daladier a justement fait allusion à la reconnaissance que lui avait témoignée des syndicats de mineurs. Aussi devons-nous féliciter, sans arrière-pensée, Désiré Coine et Arnaud dont les interventions ont heureusement contrecarré les maladroites paroles de leur secrétaire fédéral, dont les plus graves ne tombèrent pas du haut de la tribune du Congrès.

4° *La division socialiste.* Léon Blum a nettement accusé Marquet et ses amis d'être renseignés, avant les ministres, sur les intentions de Daladier et de Lamoureux. Il y a là une complicité qui n'était pas seulement accidentelle. Compère-Morel a d'ailleurs renouvelé son geste de février dernier. C'est avant toute négociation, avant qu'une possibilité de transaction apparaisse, qu'il a proclamé sa volonté de voter pour le gouvernement. C'était un encouragement... qui ressemblait fort au payement d'un service. *L'Appel* est né — curieuse coïncidence — lorsque la discussion du redressement budgétaire commençait au Parlement.

5° *La complaisance de la droite*, que l'on croyait prête à fournir une majorité de rechange, au cours des votes auxquels la majorité socialiste ne pourrait s'associer. Sur ce point, la lecture de la presse gouvernementale, au cours des derniers jours, fut assez savoureuse. Ces gens qui allaient reprocher à Léon Blum de briser le Cartel des Gauches, avaient manifesté un étonnement sincère confinant à l'indignation, devant la répugnance de l'ancienne majorité tardieusarde à reconnaître comme sien l'enfant que Daladier portait dans ses bras. Celui-ci a eu le front, par la suite, de grogner contre l'infidélité de ses alliés d'extrême-gauche. Il est difficile de trouver plus bel exemple d'hypocrisie politicienne.

Cinq atouts de valeur dans la main du gouvernement, dont la popularité avait fortement grandi depuis six mois. La riposte syndicale, par sa rapidité et sa fermeté, devaient les annuler d'un seul coup.

L'action du Cartel Confédéré

Nous n'avons guère dans le passé, ménagé nos critiques au bureau de la Fédération des fonctionaires. Nous sommes même de ceux qui, lorsqu'il était question pour le Syndicat National de choisir sa Fédération d'Industrie ou bien de l'abonnement obligatoire à la *Tribune du Fonctionnaire*, ont régulièrement voté contre les propositions et prétentions de Laurent et de ses adjoints. Nous n'éprouvons aucune gêne à reconnaître que là aussi, le fait, l'action ont été les plus forts. C'est à la Fédération des fonctionnaires et à la Fédération postale que revient d'abord l'honneur de la victoire remportée. C'est leur accord qui a fait du Cartel confédéré des Services Publics une réalité plus vivante, et donc plus menaçante, en octobre qu'en février.

J'avoue ne pas comprendre les critiques de certains unitaires qui cependant ne sont pas bolchévisés. La lecture de l'*Ecole Emancipée*, en ces premières semaines d'octobre, n'était pas de nature à favoriser les rapprochements nécessaires. Peut-être n'était-ce là que simple démagogie utile dans la lutte contre la M.O.R. ? Une interruption de service d'une durée limitée serait, disait-on, un geste vain dans l'Enseignement. Seule la grève complète serait une manifestation sérieuse. Belles formules dignes de l'histoire ! On sait fort bien que la majorité du personnel est à peine prête à l'action décidée par le Syndicat National. Comme aucun militant unitaire n'a sérieusement proposé de brûler les étapes et de lancer immédiatement le mot d'ordre de grève complète, il en résulte que ces belles et nobles idées sur l'action efficace, exposées par des gens dont la sincérité et le courage ne sont pas niables, ont pu simplement (nous l'avons nous-même constaté) justifier fort bien quelques « dégonflages ».

Si les dirigeants de la Fédération des fonctionnaires avaient cherché, eux aussi, des prétextes d'abdication, ils auraient pu prêter une oreille complaisante à quelques « voix de la base » — écho sonore des chuchotements de politiciens de clocher et de quartier. Ils sont demeurés fidèles au mandat formel qui leur avait été confié au Congrès de 1932, lorsque le danger semblait lointain. Par là, ils ont représenté, au dessus des mouvements d'inquiétude et de l'agitation d'une masse sensible aux bourrages de la presse, la volonté intransigeante du syndicalisme.

La tactique gouvernementale les a servis.

Je n'ai jamais participé à un congrès plus apparemment inutile que celui de la Fédération des fonctionnaires. Pas de débat sérieux sur le rapport moral ou sur les moyens d'action. La procédure d'extrême urgence permettait de supprimer toute discussion énervante sur les possibilités de lutte. Venus là pour s'informer sur les négociations engagées, les délégués furent unanimes dans la confiance au bureau, c'est-à-dire dans la décision d'action.

Car l'action était décidée. Nous en avons la preuve absolue. Elle aurait été plus large, plus uniforme et donc plus imposante que celle du 20 février. Elle fut prévenue par la chute de Daladier.

L'intervention de la C. G. T. et les néo-socialistes

Allons plus loin encore dans notre examen loyal des faits. Même si cela doit nous valoir de nouvelles accusations d'opportunisme et de reniement. Nous ne changeons pas, en louant ce qui s'est fait. C'est, au contraire, ce que nous voulons passionnément depuis des années, que nous retrouvons et que nous saluons dans ce qui s'est fait. La menace du Cartel confédéré n'aurait pas suffi à renverser Daladier, si elle n'avait été fortifiée par l'intervention de la C.G.T. Celle-ci fit sans réserve, ni hésitation, sans demande des organisations intéressées, une protestation très nette contre la politique de « déflation ». Cependant les néo-socialistes s'étaient employés à la plus vile des besognes en s'efforçant de séparer la C.G.T. des fonctionnaires. La proposition, dont Marquet porte la responsabilité, d'attribuer le prélèvement opéré sur nos traitements à une caisse nationale de solidarité en faveur des chômeurs avait une odeur de provocation. Aucune illusion sur son succès. Le groupe radical avait d'ailleurs indiqué qu'il s'agirait là d'une affectation privilégiée et non globale des sommes arrachées aux salariés de l'Etat. Nous aurions donné généreusement pour les chômeurs, qui n'auraient pas touché un sou de plus, et notre argent aurait servi à payer les nouveaux pelotons de gardes-mobiles qui disperseront bientôt les cortèges ouvriers. On ne proposait donc cela que pour nous mettre par notre refus, en fâcheuse posture devant l'opinion ouvrière. Mais les dirigeants de la C.G.T. pouvaient se laisser pour le moins entraîner dans une discussion dont nous ne serions pas sortis renforcés. Ils ne l'ont pas fait. Et Jouhaux vient d'écrire encore, dans le *Peuple* du 31 octobre: « *qu'il faut s'écarter résolument de la politique de déflation massive* ».

Après cela, le citoyen Marcel Déat peut écrire dans une feuille de quartier: « *nous savons de source directe que la C.G.T. était pour la transaction; il suffit d'entendre dans les couloirs les plaintes amères de certains secrétaires de puissantes fédérations ouvrières* ». Il peut dire cela à ses électeurs, les petits boutiquiers du 20e, qui ignorent tout du syndicalisme. Cela ne vaudra d'être relevé que lorsque cela sortira d'une imprécision sans courage. Des faits, des citations, des noms, citoyen Déat ! Si vous nous les fournissez, nous interviendrons sans retard, auprès de la C. G. T. Si vous ne les fournissez pas, il nous restera à parler de votre syndicalisme à la Fédération de l'Enseignement dont vous êtes membre.

Nous comprenons fort bien votre dépit, dépit personnel, car malgré vos efforts louables, vous n'êtes pas universellement reconnu comme le Messie impatiemment attendu pour sauver le socialisme. Dépit politique, car vous savez fort bien que c'est la menace précise du Cartel des Pouvoirs Publics et l'intervention de la C.G.T. qui ont déterminé le vote de la majorité socialiste et la chute de Daladier. Par là, Blum a gagné contre vous une forte partie. Votre néo-socialisme pouvait prendre quelque allure, lorsque vous espériez envelopper dans ses brumes les dirigeants de la C.G.T. Votre fidélité ministérielle vous a définitivement séparés du prolétariat syndicaliste et vous a rejeté dans la masse électorale des petits bourgeois urbains et ruraux que vous n'aurez même plus à disputer aux radicaux. Atteler son char à l'étoile de l'anticapitalime et retomber le nez dans la mélasse du petit épicier. Quelle chute pour un rénovateur ! Mais un philosophe comme vous doit accepter avec sérénité des coups aussi sensibles à sa gloire ! L'instabilité ministérielle vous laisse espérer quelques substantielles compensations !

L'attitude de la Droite parlementaire

Que dire de l'attitude du Centre et de la Droite ? Leur vote contre l'article 37 (prélèvement sur les traitements) n'aurait été qu'une manœuvre politique ? Possible, mais s'ils avaient voulu simplement renverser Daladier, ils auraient pu attendre le vote sur l'ensemble. Certains membres de l'ancienne majorité tardieusarde n'ont pas caché leur intention de s'opposer à toute mesure visant les fonctionnaires. Là encore, c'est notre action syndicale qui a déterminé leur nouvelle attitude.

Ces messieurs n'ignorent pas que les organisations locales de fonctionnaires, plus lentes à se constituer que celles de contribuables, ont sur celles-ci la supériorité de la durée et de la solidité. Leur prévoyance électorale se prolonge en prudence parlementaire. Et leur prévoyance sociale, plus intelligente que la hargne tapageuse des congressistes de Vichy, les incite à craindre un dérangement de la machine de l'Etat, à l'heure qui s'annonce comme celle d'une reprise économique. Certes, la grande industrie tiendrait à obtenir rapidement la sanction légale des diminutions de salaires ouvriers. Mais *rapidement* ! car le temps ici travaille pour nous. Outre qu'elle n'est guère disposée à accepter le mot d'ordre de déflation avec toutes ses conséquences, l'industrie craint l'encouragement que notre résistance prolongée apportera à ses salariés pour défendre, eux aussi, leurs salaires. Enfin, les réactionnaires, séduits par les exemples fascistes, entendent se réserver une clientèle plus combattive que celle du petit commerçant, parmi toute cette jeunesse intellectuelle que le régime des économies condamne à piétiner dans la gêne et l'angoisse aux postes des administrations publiques.

L'avenir

Il est difficile de préciser l'avenir, même proche. En écrivant ces lignes, je ne sais pas encore ce que contiendra la déclaration ministérielle de Sarraut. Pas de doute, sur ce point. Au lendemain de la chute de Daladier, on était fermement décidé à abandonner le prélèvement sur les traitements. Depuis, on semble vouloir le reprendre. La pression du Sénat, rural et conservateur, mené par le Caillaux de l'affaire Rochette et du Rubicon, aurait obtenu ce résultat. Celle des régents de la Banque de France a dû s'exercer dans le même sens. Enfin, ces messieurs de la Néo-Sociale ne seraient pas étrangers à ce revirement de Sarraut. Mettez-vous à la place de ces pauvres bougres ! Ils ont clamé que la chute de Daladier coûterait cher aux fonctionnaires. Ils seraient furieux d'avoir été mauvais prophètes. Et déjà le citoyen Ernest Lafont — le « syndicaliste » Ernest Lafont, l'ancien avocat de Griffuelhes, l'ancien rédacteur de l'*Avant-Garde*, l'ancien député des mineurs de Firminy devenu député des paysans des Hautes-Alpes — qui a eu le privilège d'être le seul socialiste à voter le principe du prélèvement à la Commission des Finances (comme Chasseigne, l'ancien maître ès-orthodoxie communiste a été le seul député pupiste à le voter à la Chambre) — nous avertit dans l'*Appel* qu'il faudra assurer l'équilibre budgétaire en nous contraignant aux sacrifices nécessaires.

La bataille va donc reprendre. Mais nous pensons qu'elle s'engagera dans de meilleures conditions morales, qu'à la rentrée. On a eu le temps de secouer la lassitude des militants et des adhérents, et on peut espérer que nos adversaires se fatigueront plus vite que nous. Il nous apparaît que nous sommes à un tournant décisif. Tenir le coup, avant le vote du budget de 1934, c'est probablement remporter une victoire définitive.

Dans la bataille, nous avons à rechercher des alliés sûrs, nous n'en trouverons que dans la classe ouvrière. Les néo-socialistes ont défendu le fameux amendement Lebret qui devait interdire toute diminution des salaires ouvriers, pendant l'année. Daladier l'aurait accepté... quitte à le faire rejeter par le Sénat, hostile à toute intervention de l'Etat, en matière de fixation de salaires. Mais il serait n'importe comment dangereux de demander le vote d'une telle décision, au moment où des grèves éclatent dans pas mal de corporations. On sait en effet fort bien que les salaires ouvriers ont été déjà, presque partout, comprimés à l'extrême : par la diminution des fonctionnaires,on sanctionnait ces compressions; l'interdiction légale de toute nouvelle diminution, socialement impossible dans la majorité des cas, pourrait se traduire dans les faits par l'interdiction de toute augmentation, par la stabilisation dans la misère.

La résistance des fonctionnaires prépare l'offensive ouvrière, tandis que les marchandages de ces messieurs voudraient aboutir à l'apaisement général, sous l'autorité d'un Etat renforcé.

L'étiquette politique apparaît maintenant comme sans valeur. Ce qui compte, pour juger un élu, c'est le caractère du corps électoral qu'il représente. Un radical, un socialiste, même un pupiste, dont la circonscription est en majorité rurale, dont l'élection dépend des opinions mouvantes d'une masse de petits boutiquiers, de petits bourgeois, de rentiers, tombe vite, en période de crise, dans les sophismes les plus réactionnaires.

Ces politiciens locaux peuvent exercer une influence déprimante sur les militants syndicaux de base. Les dirigeants de la Fédération des fonctionnaires le savent mieux que personne. Ce n'est pas sans raison qu'ils ont appelé Baldacci à la présidence de leur Congrès, et qu'ils ont fait un sort à une pittoresque intervention de notre vieux Taché de Seine-et-Marne. Ils font confiance à des hommes dont ils ne partagent pas les idées, mais dont ils apprécient la stricte indépendance syndicaliste. Les nécessités de la bataille corporative sont plus éloquentes que toutes nos prédications. Et c'est par l'action, dans l'action que le syndicalisme revient à son orgueilleuse autonomie.

Roger HAGNAUER.

PHALANGE D'HONNEUR DU « CRI DU PEUPLE »

Recettes du 1er mai au 31 octobre 1933

En espèces: Maupioux, 80; Gavard, 70; Charbit, 25; Guennec, 25; Tignères, 40; Monatte, 50; Delsol, 40; Mariani, 50; Lecomte, 10; Auffret, 20; Sellier, 60; Altmayer, 60; Gilberte Mérouze, 60; Chestier, 10; A. Pelletier, 10; Godonnèche, 20; Fronty, 100; Joulia, 10. — *Total: 740 francs.*

Aux chèques postaux: Charroin, 60; Reliquat du comité d'Unité des Bouches-du-Rhône, versé par Durand, 117,10; Morel, 30; Delamotte, 30; Gavard, 30; Reliquat de caisse du C.I.S., versé par Cot, 31,50; anonyme, 20; Paul Martin, 10; Corsin, 5; Giauffret, 20; A. Pelletier, 30; Van Zurk, 30; Mons, 50; Taillard, 50; Rey, 45; Philippon, 60; Pranchère, 10; G. Alhomme, 10; Boissel, 10. — *Total:* 648,60.

Adresser les fonds au chèque postal René Deveaux, 525-67, Paris, 33 ter, rue Doudeauville.

La correspondance de Victor Serge

(Suite) (1)

L'Etatisation de l'Agriculture

Au début de 1930 nous voyons le « contre-révolutionnaire » Victor Serge prêt à s'emballer à fond pour le premier acte d'apparence révolutionnaire du régime stalinien, la tentative d'étatisation intégrale de l'agriculture, sans se dissimuler toutefois les conditions déplorables dans lesquelles cette expérience est tentée. Il écrit le 25 janvier:

Je suis de plus en plus étonné — moi qui ai pourtant l'habitude des choses d'ici — de voir la profondeur et l'ampleur de cette véritable reprise de révolution dont nous sommes les témoins. On peut dire que de 21 à 29 la révolution fit dans la Nep *une halte, pour reprendre du souffle et qu'elle recommence en* 29 *sur un nouveau terrain, dans les campagnes. Le mécanisme des événements aura été à peu près celui-ci: on s'endormait dans les délices de la* Nep, *on laissait croître toute une bourgeoisie rurale déjà envahissante et résistante quoique assez peu riche à la vérité. Quand on s'en aperçut, un peu tard, malgré les avertissements réitérés de Trotzky et de quelques autres, le mal était déjà si grand (n'oublions pas la disproportion entre l'industrie et l'agriculture signalée par « les ciseaux ») qu'il n'était plus possible de réagir par des moyens modérés, dans le cadre de la Nouvelle Politique Economique. Tout était compromis, la soudure avec les ruraux manquée, perdue. Il fallut, pour pallier à la crise du ravitaillement, recourir à des mesures exceptionnelles: ce fut la lutte avec les paysans cossus, beaucoup plus représentatifs du paysan en général qu'on ne veut l'admettre. Après dix-huit mois on s'aperçoit que cette lutte n'admet pas de solution moyenne. On avait pensé à encourager largement les exploitations agricoles collectives; mais pour qu'elles ne soient pas des associations de petits propriétaires égoïstes, il faut les débarrasser du voisinage des exploitations individuelles. On arrive aux pays d'exploitation exclusivement collective, on est donc pratiquement sur le seuil de l'étatisation de l'agriculture — dans ces régions-là en tout cas.*

La Pravda *lance le mot d'ordre de la liquidation complète, physique, de la classe des koulaks. Cela signifie dépossession et transplantation. Le premier pas fait, la logique économique impose les autres. Désormais il s'agit de savoir si l'Etat saura encadrer toute l'agriculture et la relever, suppléer à l'esprit de petite propriété, etc. On y tente par la grande technique, etc. Il y a deux ou trois ans, quand nous nous jetions sous les roues du char pour l'empêcher de s'embourber davantage, nous signalions la nécessité d'une industrialisation plus accélérée, les périls de la lenteur et l'on nous traitait vertement de casse-cous. Maintenant nos exigences les plus folles sont dépassées de loin (du moins dans les journaux) et l'on aborde à fond une tâche double puisqu'il s'agit aussi de transformer l'agriculture. L'expérience est formidable. Bien hardi qui tenterait d'en prédire les résultats, le cours. Le succès ne peut être qu'immense, l'insuccès que désastreux. Il peut y avoir entre les deux une période confuse. — En tout cas c'est bien une sorte de recommencement de la révolution et c'est un exploit étonnant. J'en accepterais toutes les conséquences d'un cœur enthousiaste (sans fermer les yeux sur rien, bien entendu, ne les ayant jamais fermés) si, d'autre part, cet exploit ne s'accomplissait dans les conditions morales et psychiques que je juge les plus fâcheuses, avec cette énorme malhonnêteté de l'information, cette existence en vase clos — nous ignorons pratiquement tout des cinq sixièmes du monde — cette abominable coutume de la fin justifie les moyens (je suis de plus en plus convaincu que toute fin veut ses moyens), ce marasme de la pensée révolutionnaire, ce punaisisme intégral des caractères, ces déformations effarantes de l'histoire et les causes générales de tout cela. Tant que l'on n'aura pas remédié à ces maux, les plus grands exploits en politique générale seront viciés à la base et risqueront de se retourner contre les intéressés. Il est vrai que le succès matériel pourrait amener un assainissement. Mais je redoute par ailleurs la nouvelle génération et son américanisme capable de donner aux succès matériels une tonalité différente de celle que nous voudrions. En tout état de choses, je ne verrais de garantie pour l'avenir que dans une renaissance de l'esprit révolutionnaire prolétarien dont la dépression est très nette; l'exploit même, si grandiosement tenté et initié à l'aide de simples décisions et circulaires, l'atteste par certains côtés.*

Réduire par la faim

Revenant sur le même sujet, Victor Serge écrivait le 11 février 1930:

J'aurais bien des réserves à formuler, mais ce serait en reconnaissant le grandiose des événements et en cherchant à contribuer pratiquement au succès d'une entreprise colossale que je préfèrerais voir tenter autrement, c'est-à-dire avec des chances de succès infiniment plus grandes.

Mais tandis que ce révolutionnaire éprouvé était prêt à collaborer à une expérience que, dans son optimisme et malgré les conditions détestables dans lesquelles elle était tentée, il considérait comme une reprise de la Révolution, les maîtres du régime et tous leurs subordonnés cherchaient à le réduire par la faim.

Dans une lettre du 5 avril, il constatait les faits:

Je vous ai parlé de la répercussion de la crise du papier sur la publication de mon livre ici (1). *Le directeur des éditions littéraires m'a déclaré catégoriquement que je ne serais pas publié — « dussé-je multiplier les chefs-d'œuvre » (sic) — en raison de mon attitude politique. J'ai répondu que je ferais néanmoins mon possible pour trouver le moyen d'exister matériellement et intellectuellement dans ce pays; et que si c'était impossible, je poserais la question d'un départ, définitif cette fois. Notez qu'on traduit des tas d'auteurs bourgeois sur lesquels il est impossible de se faire la moindre illusion. Toujours est-il que matériellement le coup est très rude, et notre pain quotidien n'est plus suspendu qu'à un fil.*

En réalité, ce directeur des éditions exerce le monopole à peu près complet des éditions littéraires dans la

(1) Voir nos numéros 156, 158 et 160.

(1) Il s'agit de *Les Hommes dans la prison*, livre qui est le résultat des expériences de jeunesse de l'auteur et qui ne concerne en rien la Révolution russe.

sixième partie du monde. J'ajoute, pour que toute la physionomie de l'affaire vous apparaisse bien, que nous avons été des amis; que Bluma a sauvé la vie à son fils en l'allaitant pendant la famine, avec Vladi, à une époque où ses propres forces étaient minimes; qu'il fut aussi un non-conformiste, mais que s'étant repenti — d'une façon d'ailleurs odieuse — il a beaucoup à se faire pardonner.

Quelques jours après j'ai été l'objet d'attaques perfides, d'une méchanceté noire, dans la Gazette littéraire *de Moscou (numéro du 31 mars) dans un long papier consacré à Panaït Istrati. J'ai répondu par une déclaration de dix lignes: « Je devrais vous infliger une série de démentis, mais connaissant les usages de notre presse qui n'insère jamais les réponses si ce n'est pour y trouver matière à de nouvelles attaques, je m'abstiens également de protester contre votre attitude, sachant par expérience combien c'est inutile ». Mes amis, d'ailleurs trembleurs en général, tremblent pour moi et pensent que cette « terrible » réponse va déclancher une campagne anéantissante. Je ne le crois pas, à vrai dire, mais j'estime si néfaste la platitude écœurante (et tout ce qu'elle comporte de mensonge) qui entre dans nos mœurs, que j'attends la suite sans émotion, assez disposé à m'expliquer sans la moindre gêne et me sentant d'ailleurs moralement inattaquable.*

(A suivre)

Solidarité pour nos frères allemands

LE TRAVAIL DU COMITÉ

Il nous paraît utile de donner aux lecteurs de la *R. P.* et particulièrement à ceux qui nous ont envoyé leur souscription un compte-rendu de l'activité de notre Comité.

Le Comité de Solidarité Ouvrière Internationale se réunit régulièrement deux fois par mois ; il est mis au courant du travail effectué par le bureau et prend des mesures sur l'action à entreprendre.

Il a été adressé 500 listes de souscriptions à des camarades dont nous avions l'adresse; nous avons fait tirer 3.000 tracts pour être distribués aux Congrès Confédéraux. La distribution put en être faite au congrès de de la C.G.T., mais non à celui de la C.G.T.U. où nos camarades Simone Weill et Charbit qui s'étaient chargés d'assurer ce travail, furent assaillis par de soi-disants « communistes » qui les leur arrachèrent. Il en fut distribué au meeting de Wagram contre le procès de Leipzig, ainsi qu'à un meeting des instituteurs de la Seine.

Les fonds recueillis furent jusqu'au mois d'août uniquement versés au Parti Socialiste Ouvrier (S.A.P.) Ensuite, nous avons élargi notre solidarité à tous les groupes révolutionnaires non adhérents à une Internationale, et par suite, dépourvus d'appuis. Ce sont: le *Parti Socialiste Ouvrier* (S.A.P.), le *Parti Communiste* (*opposition*) (*Brandlériens*) (K.P.O.), les *Communistes Internationalistes* (Trotsky), le *Léninbund* (groupe Urbahns), l'*Aile gauche communiste* (groupe Kurt Landau).

La répartition des fonds reçus a été fixée en accord avec ces groupes.

Il a été versé à ce jour à nos camarades Allemands 8.000 francs.

Le Comité a constitué une commission de rédaction, dans laquelle chaque groupe allemand a un représentant. Elle a pour but, l'envoi aux journaux corporatifs ainsi qu'aux journaux révolutionnaires, d'informations sur ce qui se passe en Allemagne. Le premier numéro est paru le 1er novembre. Les organisations qui désireraient recevoir cette publication sont priées de nous l'écrire.

Par contre, les listes de souscription que nous avons envoyées ne rentrent pas suffisamment vite. Les fonds versés dans le courant du mois d'octobre sont en diminution sur le mois précédent. Nous faisons donc un pressant appel aux camarades pour qu'ils fassent autour d'eux le maximum de propagande, afin que la solidarité envers nos camarades allemands, ne reste pas un vain mot.

Nous insistons également auprès des camarades qui ont pris l'engagement de verser une cotisation mensuelle de nous l'envoyer très régulièrement.

Adresser la correspondance et les fonds, au camarade Delsol, Syndicat du Gaz de Banlieue, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). Chèque postal: Paris 1748-92.

* * *

Rappelons que le Comité de Solidarité Ouvrière Internationale est composé ainsi qu'il suit:

Baldacci (Enseignement confédéré), *Boville* (Alimentation confédéré), *Chambelland* (Livre confédéré), *Charbit* (Livre unitaire), *Delsol* (Gaz confédéré), *Deveaux* (T.C.R.P. confédéré), *Hagnauer* (Enseignement confédéré), *Jayat* (Communaux confédéré), *Marcel Martinet*, *Maupioux* (Monnaie autonome), *Monatte* (Livre confédéré), *Nicolas* (Maçonnerie confédéré), *Magdeleine Paz*, *H. Poulaille*, *Prudhomme* (Métaux unitaire), *Tristan Remy*, *Reulet* (P.T.T. confédéré), *Roy* (Métaux confédéré), *Sancier* (Bijou unitaire), *G. Serret* (Enseignement unitaire), *Charles Vildrac*, *Léon Werth*.

* * *

QUATRIÈME LISTE DE SOUSCRIPTION

Clément Camus (Paris), 20; Philéry Fernande (Paris), 20; Paz (Paris), 50; Busseuil (Paris), 45; Maupioux (Seine), 20; Decours (Le Havre), souscription, 80; T. (Creuse), 40; Croze (Paris), 10; Chevance (Côtes-du-Nord), 10; Reulet (P.T.T. Paris), souscription, 41; Jouveshomme (Puy-de-Dôme), 20; Syndicat National Enseignement (Nord), 100; Monatte (Paris), 10; Louzon (Alpes-Maritimes), 100; Syndicat National Enseignement (Ariège), 100; Lucie Colliard (souscription), 153; Martinet (Paris), 50; Sancier (Paris), 10; Lafférière (Paris), souscription, 33,50; Auffray (Clichy), 100; Bureau (Alger), 100; Richard (Landes), 20; Vinay (Drôme), 100; Simone Petrement (Seine), 20; Kéraudy (Seine), 5; Bernard (Isère), 20; Piquet (Seine), 20; Delsol (Paris), 10 fr.

Total de la quatrième liste	1.407 fr. 50
Total des listes précédentes	9.209 fr. 36
Total au 31 octobre 1933	10.616 fr. 86

VERSEMENT MENSUEL

Ont pris l'engagement d'un versement mensuel: T. (Creuse), Docteur Bayer (Paris), Simone Weil (Paris), Berthe Moraux (Seine), Reulet (Paris), Richard (Landes).

UNE VOIX D'AMÉRIQUE

Le Socialisme des Intellectuels

La signification profonde d'un événement historique est rarement comprise de ceux qui en sont les contemporains, ou même les auteurs. C'est ainsi que les facteurs économiques concrets qui se cachaient sous un verbiage religieux ou idéaliste lors des Croisades, de la Réforme ou de la Révolution française, ne furent à peu près pas aperçus des contemporains et des participants, bien qu'ils apparaissent maintenant clairement à tout étudiant, même superficiel, de l'histoire.

Il faut appliquer la critique socialiste au mouvement socialiste lui-même

Il n'est pas douteux que le mouvement socialiste des dix-neuvième et vingtième siècles ne marque le début d'une nouvelle période historique. Peu d'événements, dans l'histoire des hommes, furent d'une importance comparable. Ses premiers pionniers ne sont pas seulement parvenus à soulever la masse des exploités; ils ont aussi amené leurs contemporains à une conception et à une interprétation plus réalistes de l'histoire. Comme de bien entendu ils ont également appliqué cette interprétation à leur propre mouvement et ont fièrement déclaré que celui-ci est le premier à être, à une échelle mondiale, un mouvement conscient de sa propre signification historique. C'est une affirmation, qui, étant donné les remarquables connaissances de ceux qui la font, peut paraître à première vue justifiée.

Les critiques socialistes de la société actuelle ont en effet merveilleusement percé à jour toutes les fausses raisons dont celle-ci se pare; ils ont mis en pleine lumière les vrais motifs qui font agir les défenseurs du privilège capitaliste, tout comme d'ailleurs l'avaient fait leurs prédécesseurs bourgeois à l'égard des apologistes du régime féodal. Ils discernent les intérêts généraux qui lient entre elles les classes privilégiées, de même qu'ils savent distinguer les différents sous-courants qui entraînent des conflits entre elles. Pareillement ces critiques pénètrent très bien le processus mental inconscient suivant lequel la bourgeoisie capitaliste a légitimé, du point de vue de la « raison », à la fois ses luttes pour conquérir le pouvoir, et ses efforts pour le conserver, ce processus qui a permis aux bourgeois d'identifier leurs propres intérêts avec ceux de toutes les classes exploitées, de considérer les maux dont ils souffraient comme les maux du « peuple » en général, et de voir dans leur propre arrivée au pouvoir, la libération du « pays ».

D'après les socialistes (en entendant par là tous les courants classiques de protestation contre le capitalisme) une pareille chose ne saurait leur arriver. Car, à la différence de la classe régnante d'aujourd'hui qui ne cherchait que le butin, le socialisme — qui n'est le défenseur d'aucun privilège, mais seulement celui des intérêts généraux de la majorité du peuple, les travailleurs manuels et intellectuels — ne saurait aboutir à l'établissement d'aucun nouveau mode d'exploitation; il n'a donc pas besoin de se créer de faux prétextes pour légitimer son action; il est ouvertement et pleinement conscient de ses motifs et de ses buts.

La théorie de la communauté d'intérêts entre tous les travailleurs salariés, entre tous ceux qui travaillent pour un salaire, que ce soit de leurs mains ou de leur cerveau, a longtemps paru d'une vérité évidente, aussi évidente... qu'autrefois la théorie de la communauté d'intérêts entre tous les membres du Tiers Etat: bourgeois, paysans, ouvriers, intellectuels — à l'égard du seigneur féodal ; aussi évidente que la théorie de Thomas Jefferson (1) sur la communauté d'intérêts de tous les « producteurs »: industriels, grands propriétaires fonciers et autres — à l'égard des « spéculateurs »; ou que celle de Henry George (2) sur la communauté d'intérêts de tous — à l'égard des propriétaires du sol.

La théorie du « Tiers Etat » ralliait l'ensemble des classes les moins favorisées autour du drapeau de la bourgeoisie capitaliste. La théorie de Jefferson aurait abouti au même résultat en mettant comme ennemi le banquier à la place du seigneur féodal, inexistant en Amérique. Et l'« impôt unique » de Henry George ne fut en définitive, d'après les propres paroles de Marx, que « le dernier espoir de sauver le système capitaliste ». Mais, dans l'esprit de Marx — tout comme dans celui de tout autre penseur socialiste — il ne faisait point de doute que le directeur salarié, l'ingénieur, le professeur, et tous les autres innombrables travailleurs intellectuels salariés étaient, tout comme les travailleurs manuels, et quels que soient leurs salaires, des salariés, c'est-à-dire des sans-propriété, des prolétaires, qui tous appartenaient à la même classe: la classe opposée à celle des capitalistes, propriétaires des moyens de production. Mais ce faisant, ils ne voyaient pas — ou ne voulaient pas voir — qu'il y avait là un mensonge, destiné à un but de classe: rallier les travailleurs autour d'une nouvelle classe bourgeoise naissante, celle des travailleurs intellectuels.

Les développements d'hier

Le développement de l'industrie moderne et de l'Etat moderne a rendu l'instruction supérieure accessible à un plus grand nombre de gens qu'aux époques précédentes. A l'origine, les gens instruits appartenaient principalement au clergé. Il y avait aussi quelques fils de familles qui, pour une raison ou une autre, désiraient s'occuper de politique, d'art ou de science, et le faisaient généralement en prenant place dans la cour de

(1) Troisième président des Etats-Unis. Le principal représentant en Amérique durant la guerre de l'Indépendance et les années qui suivirent, des idées des Encyclopédistes et de la Révolution française. (N.D.L.R.).

(2) Le grand agitateur social des années 1880 en Amérique. S'attaqua à ce qu'il considérait comme le monopole fondamental, l'appropriation privée du sol, et demanda l'institution d'un impôt unique, frappant uniquement les propriétaires du sol. (N.D.L.R.).

quelque roi ou seigneur. Les couches supérieures de cette « intelligentsia » féodale jouissaient des mêmes privilèges et du même bien-être que le seigneur propriétaire. Quant aux couches inférieures, représentées par les membres du bas-clergé, elles avaient souvent des raisons de mécontentement. Aussi, les éléments les plus énergiques et les plus hardis de ces couches inférieures se révoltèrent-ils souvent contre leurs supérieurus plus fortunés. Idéologiquement, ces révoltes s'exprimèrent sous la forme d'hérésies qui se référaient au communisme primitif de l'Evangile; matériellement elles se manifestaient par le soutien donné aux soulèvements toujours renaissants des masses écrasées de la ville et de la campagne. Quelqu'ait été l'idéal conscient de ces hérétiques, leur but réel, subconscient, nous apparaît maintenant comme évident: ils cherchaient à établir le pouvoir théocratique du bas-clergé.

Là où l'influence intellectuelle du clergé était, soit absente comme dans la Grèce antique, soit en voie de disparition comme dans l'Europe des XVIIe et XVIIIe siècles, le mécontentement des intellectuels s'exprima sous la forme de descriptions, tantôt abstraites, tantôt romancées, d'un Etat parfait, qui constituèrent la protestation des possesseurs de l'intelligence et du savoir contre la prédominance des possesseurs de la terre, de l'argent, des serfs et autres biens matériels. Consciemment ou inconsciemment ces Utopies furent l'exutoire d'un groupe social qui était encore trop faible pour exprimer sous une autre forme ses désirs de domination.

Le socialisme « conservateur »

Les révolutions politiques et industrielles de la fin du XVIIIe siècle virent les intellectuels mêlés aux différents groupes de la bourgeoisie dans leurs luttes contre le passé féodal ainsi que dans leurs luttes intestines. Avec l'avènement du système capitaliste, entravé comme il l'était encore par pas mal de survivances féodales, les luttes des intellectuels en tant que groupe indépendant, commencèrent à paraître au premier plan.

Une partie des enfants instruits des classes propriétaires alimentèrent les fonctions d'Etat et les professions libérales, sans parler du clergé et de la caste des officiers. Ceux-là se contentaient évidemment de l'« ordre établi », et le défendirent contre les critiques de ses adversaires. Les industries étaient encore en grande partie dirigées par leurs propriétaires, mais une classe distincte de directeurs, ingénieurs et autres « techniciens » était en train de devenir progressivement de plus en plus indispensable au développement croissant de l'économie. La part de richesses qui allait à ce dernier groupe n'était cependant pas très considérable, de sorte que beaucoup de ses membres commencèrent à envisager la possibilité d'un système social qu'ils commanderaient eux-mêmes et d'une manière plus efficace et plus scientifique que ne pouvait le faire le parvenu capitaliste, trop souvent ignorant, et dont la rapacité aveugle, la barbarie avec laquelle il exploitait le travailleur, n'allaient pas sans quelque risque. D'autre part, ils se souvenaient de la période troublée qui avait suivi le déclanchement de la Révolution française, et ils désiraient en éviter le retour. Ces aspirations trouvèrent leur expression dans les idées et les projets issus de ces courants variés et souvent divergents, qui sont désignés sous les noms d'« utopisme », de « philanthropie », de « socialisme chrétien ».

Leurs vocabulaires et leurs points de départ étaient différents mais ils avaient cependant tous beaucoup de caractères communs avec les socialistes d'aujourd'hui. Appartenant à la bourgeoisie et même à la haute bourgeoisie par leur situation sociale ou leurs sympathies, ils craignaient un soulèvement imminent des masses populaires. En dehors de quelques rêves de fraternité humaine à réaliser par la bienveillance des classes privilégiées, leurs projets consistaient en des améliorations pratiques, d'application immédiate, et tendant à une extension des propriétés de l'Etat. Leur Etat hiérarchisé devait faire équilibre à la puissance du capital, récompenser les hautes capacités des gens « instruits », directeurs et organisateurs de la vie économique et culturelle, et d'autre part perpétuer la même condition sociale des travailleurs manuels. Leur demande de régulariser la production afin de régler l'exploitation des travailleurs et maintenir l'inégalité économique, se montre ouvertement chez les disciples de Saint-Simon et dans les théories du « socialiste conservateur » Rodbertus. Voulant avant tout conserver les privilèges existant, les représentants de ces idées finirent finalement comme les plus solides soutiens du césarisme de Napoléon III et des principes monarchiques de l'Allemagne des Hohenzollern.

Mais les temps n'étaient pas encore mûrs, en cette première moitié du XIXe siècle, pour que de telles idées puissent être adoptées. Le capitalisme privé n'était encore qu'au début de sa carrière, et le danger d'« en bas » pouvait encore être écarté par d'autres méthodes que celles de l'étatisation de la propriété ou autres mesures analogues.

Blanquisme et Chartisme

Ce danger d'« en bas » ne provenait pas seulement des travailleurs manuels, avec leurs salaires de famine. Il provenait également d'un nombreux groupe d'intellectuels appartenant aux couches inférieures de la bourgeoisie: étudiants n'ayant pas la perspective d'une « situation » suffisante après avoir obtenu leurs diplômes, professeurs sans élèves, journalistes sans acheteurs, et toutes les autres variétés de travailleurs intellectuels, chômeurs ou faiblement payés, pleins d'appétit et l'estomac vide.

Au début du XIXe siècle, Napoléon, avec ses promesses sur « les carrières ouvertes au talent », sans distinction d'origine ou de richesse, fut longtemps l'idéal de ces jeunes générations instruites et... dépourvues d'avenir. « Napoléon fut vraiment un envoyé de Dieu pour aider la jeunesse de France », soupire le héros de Stendhal, Julien Sorel, dans *le Rouge et le Noir*. « Qui prendra sa place ? Que deviendront sans lui les pauvres bougres qui ont juste les quelques billets nécessaires pour leur procurer une bonne instruction, mais qui, ensuite n'ont pas assez d'argent pour les lancer dans la carrière ? »

Mais Napoléon ne devait pas revenir, et les jeunes gens instruits durent se rabattre sur un autre héros de la grande Révolution à son déclin: Babeuf, l'organisateur de la « Conjuration des Egaux », première tentative d'un groupe d'intellectuels communistes pour s'emparer du gouvernement avec l'aide des travailleurs.

L'évangile de Babeuf fut repris quelques dizaines d'années plus tard et baptisé d'abord du nom de Bakounine, puis de celui de Blanqui, son plus remarquable apôtre et martyr. Durant toute une génération, des intellectuels pauvres s'occupèrent à organiser des conspi-

rations et des coups de mains, tendant à l'établissement d'une dictature révolutionnaire.

La dépression économique du commencement du XIXe siècle, qui inspira à la partie la plus désespérée de l'intelligentsia française des idées assez semblables à celles des communistes russes de trois générations plus tard, eut également ses effets en Angleterre. Un puissant mouvement radical, connu sous le nom de Chartisme, fut mis sur pied de l'autre côté de la Manche. Conduit par des intellectuels de la petite bourgeoisie, il entraîna les masses travailleuses dans une lutte pour plus de démocratie par l'établissement du suffrage universel. Ce mouvement servit de modèle en beaucoup de points à ceux des partis socialistes du Continent, dans leurs luttes pour le suffrage universel, quelque cinquante ans plus tard.

Bien que différant grandement les uns des autres dans leurs manifestations extérieures et leurs vocabulaires, les « extrémistes » de France et d'Angleterre de cette époque, soit il y a près d'un siècle, possédaient en commun deux traits importants. Conduits tous deux par des intellectuels de la petite bourgeoisie, les deux mouvements visaient à changer la forme politique du système existant, et non à exproprier et nationaliser immédiatement le capital. Le socialisme, bien que généralement professé par les conspirateurs français, et assez courant chez les Chartistes, était envisagé comme ne devant être réalisé que dans un avenir plus ou moins éloigné, mais, s'emparer du pouvoir, participer au gouvernement grâce à un mode de suffrage démocratique, cela était un objectif immédiat. Le pouvoir pour les intellectuels, l'espérance pour les travailleurs, tel est entre eux le partage... jusqu'à aujourd'hui.

Le marxisme

Blanquisme et Chartisme disparurent tous deux sous l'influence de nouvelles conditions. La poussée économique qui se produisit en Angleterre vers le milieu du XIXe siècle amena les syndicats à jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la situation immédiate des travailleurs. Durant plusieurs décades, le trade-unionisme pur et simple régna souverainement dans l'esprit des travailleurs britanniques. Un processus analogue, bien que sous d'autres formes, se produisit en France, où une semblable réaction contre le radicalisme purement politique, conduisit au développement de la coopération sous ses diverses formes. Dans les deux pays c'était le travailleur manuel doté d'une certaine teinte d'instruction qui se substituait ainsi à son concurrent à faux-col, comme conducteur de la classe ouvrière.

La conjonction entre le radicalisme politique des intellectuels petit-bourgeois et les aspirations syndicalistes des couches supérieures des ouvriers manuels fut réalisée grâce à un groupe d'hommes, d'origine germanique, rassemblés autour de Karl Marx et de Frédéric Engels. Leurs idées inspirèrent trois générations de socialistes, appartenant à différentes écoles. Les socialistes « orthodoxes » du type allemand, les communistes du genre russe, les syndicalistes français et américains (I.W.W.), et même les anarchistes, au moins ceux de la tradition de Bakounine, furent tous sous l'influence de la théorie de la lutte de classes formulée par Marx et Engels. Cette théorie proclamait l'existence d'un antagonisme insurmontable entre le prolétariat et la bourgeoisie, antagonisme qui devait aboutir finalement à l'expropriation des classes propriétaires, et à l'établissement d'une forme collectiviste de la production.

Dans cette doctrine, couramment acceptée par toutes les fractions du socialisme moderne, on comprend sous le nom de prolétariat, à la fois les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels : tous ceux qui gagnent leur vie en recevant un salaire ou un traitement. Dans son *Manifeste Communiste*, Marx trouva de vigoureuses paroles pour décrire le sort misérable de ces travailleurs intellectuels obligés de devenir les esclaves salariés de la classe capitaliste. Telle avait été en effet leur situation durant la première moitié du XIXe siècle, et Marx — qui était lui-même l'un d'eux — ne pouvait manquer d'assimiler leur condition à celle des travailleurs manuels. Cependant, si pauvres qu'ils fussent, il y avait une différence importante entre leur misère et celle des travailleurs manuels. Leurs familles — bourgeoises ou petite-bourgeoises — avaient dépensé un certain capital « pour leur procurer une bonne éducation », ce qui leur donnait, bien que sous une forme invisible, la propriété de leurs moyens de production. Ce placement ne rapportait pas encore alors de dividendes, mais un changement de l'armature politico-administrative pouvait y remédier, sans entraîner de modifications essentielles dans la condition des travailleurs manuels. Avec les possibilités qu'elle offre au talent insuffisamment payé ou inemployé, la démocratie politique signifiait non seulement des « dividendes » pour le capital employé à l'instruction, mais était aussi une base d'où pouvait partir une intelligentsia mécontente pour conquérir le contrôle des affaires de la nation, en dépossédant les capitalistes, et en prenant à leur place la charge du gouvernement et de la direction des industries qu'on nationaliserait. En langage marxiste cela s'appelait la « conquête du pouvoir politique » par... le prolétariat.

Le réformisme

La seconde moitié du XIXe siècle vit la démocratie politique, ou une semi-démocratie, s'installer dans la plupart des pays occidentaux. Pour conquérir la démocratie, l'intelligentsia radicale s'était assurée l'aide des travailleurs manuels, qu'elle aida en retour, dans ses luttes pour le pain.

Il était prévu qu'à cette première étape succèderait une seconde : la lutte révolutionnaire pour la destruction du capitalisme et l'établissement du socialisme. Etablir le socialisme cela signifiait naturellement une chose pour les intellectuels et les anciens travailleurs « instruits » qui dirigeaient le mouvement, et une toute autre chose pour les travailleurs manuels qui les suivaient. Ces derniers voyaient dans le socialisme la réalisation de leurs aspirations à l'égalité économique, tandis que pour les conducteurs le socialisme n'était qu'un euphémisme servant à désigner le Capitalisme d'Etat, c'est-à-dire un système où le gouvernement est propriétaire des industries, celles-ci étant dirigées par une bureaucratie composée d'intellectuels, d'anciens ouvriers « instruits », et d'anciens capitalistes.

Mais même sous cette forme, la seconde étape ne fut pas effectuée, dans l'Europe démocratique occidentale tout au moins. La Commune de Paris de 71, ne fut, en dépit des rouges souvenirs qui y sont associés, qu'une aventure dans le radicalisme démocratique, plutôt que dans le socialisme. L'avènement de la démocratie, conjuguée avec une grande poussée du développement industriel, avait refroidi l'ardeur de ceux qui étaient au-

trefois les ennemis implacables de l'ordre établi. Les intellectuels affamés, qui, au milieu du XIX[e] siècle, étaient prêts à combattre sur les barricades côte à côte avec les ouvriers des usines, pour la démocratie, ou même pour une dictature qui serait le prélude au socialisme, ne crevaient maintenant plus de faim. Il y avait abondance de situations bien payées à leur disposition, et, dans l'ensemble, ils étaient devenus des bourgeois parfaitement respectables.

Une certaine portion des intellectuels continua néanmoins à se mêler à la politique « ouvrière ». C'étaient des hommes ambitieux qui voyaient dans le mouvement socialiste et ouvrier une carrière leur offrant des possibilités illimitées. Il y avait aussi, naturellement, quelques idéalistes qui se joignaient au mouvement parce que l'idéal socialiste répondait à leurs sentiments de justice; et aussi bien entendu, les habituels chercheurs d'aventures qui infestent tous les mouvements hérétiques.

Mais ces leaders n'étaient plus des révolutionnaires. Ce capital particulier qu'ils possédaient, le privilège d'une plus grande instruction, les mettait au-dessus des masses travailleuses, et leur permettait de s'installer comme l'un des nombreux groupes privilégiés du monde bourgeois. Il y eut des journalistes, des politiciens, des organisateurs, prêcheurs du nouvel Evangile: un royaume prolétarien... qui n'était pas de ce monde, au moins avant plusieurs générations. Cela ne gênait pas ces hommes, car ils avaient le temps d'attendre... Une transition tranquille, progressive, vers le Capitalisme d'Etat était le maximum de leurs espoirs révolutionnaires. En attendant, ils étaient prêts à défendre le système social existant contre toute intervention non autorisée dans le cours normal des affaires. Et ils étaient soutenus en cela par une partie de la classe ouvrière, les travailleurs hautement qualifiés qui, dans une certaine mesure, pouvaient participer aux profits du développement industriel et de l'exploitation coloniale.

Cependant ils ne dormaient point sur un lit de roses; beaucoup de dangers les menaçaient. D'abord les carriéristes trop enragés toujours prêts à sortir de leurs rangs pour faire ouvertement la politique du capitalisme, ce qui affectait le « moral des masses ». Il y avait aussi de jeunes leaders qui avaient peur que la modération de la politique suivie par les officiels du parti ne finisse par indisposer les éléments les plus impatients de la partie ouvrière de leur parti; ceux-là aimaient à parler souvent de révolution dans l'intention d'enlever la direction aux « fossiles » du parti. Il y avait aussi continuellement des frictions et des jalousies entre les messieurs élevés au collège, et les anciens travailleurs auto-didactes qui dirigeaient les syndicats en coopération avec le parti. Enfin, il y avait les anarchistes, et les syndicalistes hérétiques qui aspiraient aussi à la conduite des masses travailleuses.

Avec le temps cependant, les lois inexorables de la vie en régime démocratique se chargeaient de faire disparaître les intransigeants, aussi bien ceux du parti, que ceux en dehors du parti. Dès qu'on les admettait à leur tour au sein des plus hauts conseils de la grande organisation, les oppositionnels du parti devenaient très raisonnables. Quant aux intellectuels anarchistes qui parvenaient souvent à attirer à eux les éléments les plus hostiles au système existant, ils ne pouvaient tout de même point constituer une sérieuse menace pour les politiciens socialistes; avec leur idéal si lointain, et leur refus d'accepter la lutte de classes (ou ne l'acceptant que dans un but de propagande) ils étaient destinés à devenir une secte insignifiante de prédicateurs pacifiques, démolissant l'ordre existant... en esprit seulement. Les syndicalistes étaient pareillement destinés à perdre leur esprit révolutionnaire. Partout où ils parvinrent à obtenir le contrôle des syndicats, ils succombèrent peu à peu à la tentation d'être des chefs de syndicats bien réguliers, avec tous les avantages que cela comporte. En France, son pays classique, le syndicalisme a fait la paix avec l'ordre existant, malgré les protestations indignées de groupes sans influence. Le syndicalisme espagnol, pourvu d'une longue tradition de luttes héroïques sous le régime semi-absolutiste des Bourbon, est entré peu après la chute de ces derniers, dans une évolution vers la respectabilité (1).

De plus en plus les possibilités qu'offre la démocratie dans les pays les plus avancés ont permis aux intellectuels, semi-intellectuels et anciens travailleurs autodidactes qui sont les leaders des différentes formes du mouvement ouvrier, de profiter du mécontentement révolutionnaire des masses, en le déviant vers de futiles campagnes politiques, ou vers un syndicalisme tranquille, ou vers le culte de quelque utopie.

La situation d'aujourd'hui et les perspectives pour demain

Mais l'idylle démocratique ne pouvait pas durer toujours. Il vint un moment où le développement industriel cessa de marcher de pair avec l'extension croissante de l'instruction. Alors, une fois de plus, il n'y eut plus assez de « situations » pour tous. Les colonies ne pouvaient absorber qu'une partie du surplus instruit de la population, et même tous les pays n'avaient pas ce débouché. En outre il y avait deux grands pays d'Orient qui n'avaient pas encore passé par le stade démocratique: la Russie et la Chine. N'étant encore développés ni économiquement, ni politiquement, ces deux pays possédaient une armée immense d'intellectuels affamés, qui ne participaient pas au revenu national.

Bolchevisme et fascisme

De nouveau, comme au début du XIX[e] siècle, le monde civilisé eut alors affaire à une foule d'intellectuels petit-bourgeois, désespérés et sans argent, dont le seul espoir était dans un renversement violent de l'ordre établi. La guerre et les troubles qui suivirent donnèrent à cette partie de l'intelligentsia l'occasion de s'affirmer. Tandis que les partis socialistes officiels représentés par les politiciens ouvriers les mieux nantis et les plus posés, ainsi que les leaders des syndicats, se ralliaient à la défense des conditions existantes et devenaient les membres les plus choyés de divers gouvernements de coalition, ou bien adoptaient, dans le meilleur des cas, une attitude expectante, à demi agenouillée, les éléments désespérés défièrent ouvertement, sous une forme ou une autre, l'ordre existant. Le retour communiste à la tradition blanquiste de la dictature révolutionnaire, et le retour fasciste à une sorte de dictature militaire de la tradition napoléonienne, représentèrent le stade final des développements révolutionnaires de la guerre et de l'après-guerre.

En Russie, cette partie des intellectuels et semi-intel-

(1) Cela paraît exagéré. (N.D.L.R.).

lectuels (en y comprenant un nombre important d'anciens travailleurs qui se sont instruits eux-mêmes) — qui est organisée dans le parti communiste, est parvenue à éliminer les capitalistes et les grands propriétaires fonciers; elle a imposé sa loi au reste de la population, y compris les autres intellectuels. Elle travaille sans relâche à établir un système bien coordonné de capitalisme d'Etat commandé par une bureaucratie toute puissante. Dans les autres pays les dirigeants communistes représentent le groupe le plus jeune et le plus allant des politiciens socialistes. Ils s'occupent principalement de recueillir l'héritage des partis socialistes décadents et discrédités. Dans des cas très graves, et particulièrement dans les pays dépourvus de libertés politiques comme l'Italie ou la Pologne, certains d'entre eux peuvent essayer d'imiter l'exemple russe. Mais dans les pays démocratiques leur politique ressemble plus ou moins à celle de l'aile gauche des partis socialistes d'avant-guerre, avec plus de mots révolutionnaires que d'action, du fait particulièrement que les communistes russes, dont ils dépendent, ont abandonné l'idée de la « révolution mondiale » — beaucoup plus intéressés qu'ils sont maintenant à industrialiser leur pays et à éviter des complications internationales.

Ceux des intellectuels qui sont passés au fascisme en Italie et en Pologne sont surtout de simples transfuges, en quête d'un chemin plus court pour arriver au pouvoir. En Allemagne et ailleurs, ce sont principalement les rejetons des bourgeois ruinés: les « nouveaux - pauvres ». Leur terminologie et leurs « principes » varient de pays en pays et... d'une réunion à l'autre; mais sur leur but il est impossible de se méprendre: il s'agit pour eux d'acquérir autant de puissance que possible, à la fois en aidant les capitalistes à dompter les travailleurs et en forçant à l'occasion les capitalistes à faire des concessions aux autres classes de la population. Ils trouvent leur principal soutien dans les couches instruites de la moyenne et petite bourgeoisie dont la sécurité économique et l'avenir ont été détruits par les événements d'après-guerre.

Vers le capitalisme d'Etat

En même temps que luttent ainsi pour le pouvoir et l'influence les différentes parties de la petite bourgeoisie instruite, un sentiment de révolte bout dans les profondeurs des masses travailleuses qui continuent à penser, plus ou moins consciemment, en d'autres termes que leurs chefs. Quelques théories et panacées qu'on puisse leur proposer, elles « sentent », pour ainsi dire, en termes de salaires et de conditions de travail, et, de temps en temps, leur désir inexprimé d'être émancipées — elles — éclate en violents soubresauts.

Il est sûr que toute demande d'augmentation de salaires marque un pas dans la voie de l'égalité économique. Parvenue aux dimensions d'une grève générale de tous les travailleurs manuels, qualifiés et non-qualifiés, la lutte pour des salaires plus élevés et du travail pour tous, peut aboutir à absorber totalement le profit et à réduire les traitements excessifs des salariés « supérieurs ». En face de demandes auxquelles elles seraient incapables de satisfaire, les entreprises capitalistes privées pourraient être forcées de céder la place à une forme plus haute d'organisation industrielle, le système de la propriété gouvernementale, ou Capitalisme d'Etat, que les socialistes appellent parfois «Socialisme d'Etat».

Cette forme plus élevée de l'organisation industrielle a cessé d'être la simple fantaisie théorique qu'elle était au début du siècle passé lorsqu'elle fut proposée pour la première fois par les différentes écoles socialistes. Pour éviter son violent avènement, ou une graduelle désintégration économique, des hommes, qui par ailleurs sont des conservateurs, ont cessé de « regarder avec effroi » l'idée d'un contrôle de l'Etat sur la vie économique nationale. Se souvenant des services rendus par les partis et les ministres socialistes à la cause de la paix sociale durant et après la guerre, le monde bourgeois, troublé et effrayé, songe à confier à ses anciens soi-disant ennemis le soin de le réorganiser.

Que le nouveau système soit introduit au moyen de paisibles réformes effectuées sous la pression continue et menaçante des masses mécontentes ou qu'il soit le résultat d'un violent cataclysme; que la nouvelle machine gouvernementale soit commandée par des socialistes modérés et des néo-libéraux ou par des « extrémistes », l'inégalité des revenus perpétuée par de plus hauts gages assignés au travail intellectuel, reste la caractéristique fondamentale du Capitalisme d'Etat. Sur ce point au moins il n'y a aucune différence d'opinion entre communistes et socialistes, entre les ennemis les plus violents (et les plus pauvres) du privilège capitaliste et ses critiques plus patients (et plus satisfaits). Ce principe d'inégalité a été proposé par leur maître commun Karl Marx, dans ses fameuses propositions sur la « première phase du communisme » (1) — euphémisme sous lequel est désigné le Capitalisme d'Etat sous la direction de l'intelligentsia socialiste (*Lettre sur le Programme de Gotha*).

La lutte continuera...

Socialistes et communistes affirment également que les progrès du développement économique amèneront automatiquement la disparition totale de ces inégalités de la « première phase », mais, comme leur maître, ils relèguent la « phase supérieure du communnisme » dans un avenir nébuleux et lointain. Oubliant leur réalisme marxiste, ils attribuent candidement aux bénéficiaires instruits et privilégiés de la « première phase » un désintéressement inacceptable. Ceux-ci abaisseraient volontairement leurs revenus au niveau de ceux des travailleurs manuels, créant ainsi d'égales possibilités d'instruction pour tous, détruisant leur monopole intellectuel et leur prédominance de classe.

Il est peu probable qu'une telle promesse suffise à maintenir les travailleurs en paix. La lutte continue des masses pour des salaires de plus en plus élevés restera l'accompagnement du Capitalisme d'Etat (« première phase du Communisme »), comme elle l'est du capitalisme privé. Des groupes mécontents d'intellectuels continueront à embrasser la cause des travailleurs manuels et à les aider dans leurs luttes, poussés soit par l'amour héroïque du bon combat, soit par l'ambition.

Avec l'obtention de l'égalité des salaires entre travailleurs manuels et intellectuels, une haute instruction deviendra accessible à tous; ensuite, une nouvelle page de l'histoire humaine s'ouvrira...

Max NOMAD.

(1) Cela est absolument faux. L'auteur confond ici ce que les faussaires du marxisme, au premier rang desquels figure Staline, font dire à Marx, et ce que celui-ci a réellement dit. (Voir à ce sujet la *R. P.* du 15 janvier 27: « A travail égal, salaire égal », et la *R.P.* de janvier 32: « Staline faussaire ».) (N.D.L.R.).

Parmi nos Lettres

Un comble ! Un camarade navigateur qui vient de faire escale à Jaffa, port du pays sioniste, nous écrit :

La première chose que j'ai vue, en rade de Jaffa, c'était un gros cargo allemand à pavillon hitlérien débarquant des poutrelles à pleines cales. Des matériaux de construction, étant donnée l'énorme augmentation actuelle d'immigration juive, ce n'est évidemment pas pour les arabes, mais pour les juifs. D'ailleurs, renseignements pris, les exportations allemandes en Palestine ont doublé depuis quelques mois...

Voici donc comment les juifs sionistes pratiquent la solidarité avec les juifs d'Allemagne, et comment ils appliquent les résolutions de boycott de leurs congrès !

Par contre, on signale qu'à Sheffield, le grand centre de coutellerie anglises, les commandes sont en augmentation de 45 % sur l'an dernier, à cause du boycottage des produits hitlériens. Bravo ! les consommateurs de couteaux.

L'intérêt des particuliers et l'intérêt de la classe. D'un camarade parisien ces observations :

Lorsqu'on reste sur le terrain de l'économie, les intérêts des capitalistes s'exercent dans un sens, et sont dirigés toujours vers l'augmentation du profit. Lorsqu'on passe de l'économie sur le terrain politique, les intérêts des capitalistes peuvent s'exercer dans un sens opposé, parce qu'ils sont dirigés vers la conservation de la puissance politique, condition préalable de l'appropriation individuelle du profit.

Il peut se faire que la « classe » capitaliste ait intérêt à « perdre sa couronne pour sauver sa bourse », et cela est arrivé toutes les fois qu'elle a dû s'appuyer sur les vestiges du féodalisme et sur les cadres traditionnels de l'ancien régime: elle pouvait le faire sans danger, parce qu'en partageant le pouvoir et en conservant la bourse, elle conservait la couronne à portée de sa main. Mais il peut se faire aussi qu'elle ait intérêt à vider sa bourse pour protéger sa puissance politique. Et cela arrivera lorsqu'elle se sentira gravement menacée par la classe ouvrière à la fois dans sa bourse et dans sa couronne.

L'Est-Chinois Au sujet du Fait de la Quinzaine : « A bas l'impérialisme où qu'il soit » publié dans notre dernier numéro, Guérin nous écrit :

Impossible de ne pas protester, de ne pas se désolidariser. Jamais, au grand jamais, au moment surtout où l'U.R.S.S. est menacée à la fois par le fascisme allemand et par l'impérialisme japonais, je n'accepterai, pour ma modeste part, de souscrire à une thèse pareille. Si pénible que ce me soit, je suis obligé sur ce point de me séparer entièrement de Louzon et des camarades qui partageraient son point de vue.

Dont acte.

.. ..

La thèse soutenue dans le dernier numéro de la R. P. n'a rien de nouveau. Elle est celle qui fut continuellement défendue ici depuis 1929 (R.P. du 1er août, 1er septembre, 1er octobre, 1er décembre 1929, etc..), année où les armées russes, montrant le chemin aux armées japonaises, envahirent la Mandchourie, et imposèrent par le fer et par le sang le maintien sur le chemin de fer de la Mandchourie du Nord, de la domination russe établie par le czarisme, et qui avait été abandonnée, ainsi que toutes autres concessions czaristes en pays étranger, par le Conseil des Commissaires du Peuple de la Révolution.

Pas de développement réellement révolutionnaire possible sans l'observation stricte de quelques grands principes. L'anti-impérialisme est l'un de ces principes.

La lutte pour le chemin de fer de la Mandchourie du Nord (Est-Chinois) est une lutte exclusivement impérialiste.

A bas l'impérialisme ! R. L.

NOUVELLES D'ALLEMAGNE

Van der Lubbe et la scopolamine

On sait dans quel état Van der Lubbe est amené aux audiences. Comment l'a-t-on mis dans cet état ?

D'après un journal bourgeois de gauche, de langue allemande, *Das Neue Tagebuch*, Van der Lubbe, d'après l'opinion d'un homme compétent, aurait été traité par la scopolamine.

Le savant décrit ainsi l'action de ce poison:

Si l'on donne à un homme sain de corps et d'esprit une dose quotidienne d'un quart à un demi milligramme de Scopolamine, il se trouvera plongé dans un état d'absence et d'abrutissement complets. Son cerveau est paralysé, il se trouve incapable d'émettre une opinion; son dos se courbe de plus en plus, il rit niaisement à propos de rien: les plus simples réflexes lui sont interdits, et il ne peut répondre que oui ou non.

Le spécialiste souligne tous les symptômes de cet état présentés par Van der Lubbe. Bien que sachant un peu d'Allemand, il use maintenant d'un interprète; sa vue est brouillée à tel point qu'il ne peut plus lire aucun imprimé; son nez coule continuellement sans qu'il s'en aperçoive, ce qui oblige les policiers à le moucher de temps en temps. Tout cela laisse à penser avec une quasi certitude qu'on se trouve en présence d'un intoxiqué par la Scopolamine.

*
* *

Tentatives pour reconstituer des syndicats

Un effort est tenté actuellement, dans certaines villes industrielles d'Allemagne pour reconstruire, dans l'illégalité, des syndicats lutte de classe.

A Stuttgart, Leipzig, Gera, Solingen et Berlin sont déjà nées des organisations illégales de ce genre. A Stuttgart et Berlin les syndicats de classe font même paraître un journal syndical illégal; à Berlin paraît depuis le début d'octobre *Le Travailleur de la Métallurgie* (tirage : 600 ex.); à Stuttgart, depuis la fin d'août, *Le Lutteur de classe* (tirage: 800 ex.).

Cette presse clandestine qui circule de main en main a chacun de ses exemplaires lu au moins par dix travailleurs.

C'est à Stuttgart que la création de ces syndicats qui, naturellement ne sont que des organisations-cadres, a atteint le degré le plus avancé. Grâce à d'anciens secrétaires d'organisation, on est arrivé à organiser à nouveau en syndicats, des travailleurs socialistes, communistes, brandlériens et sans-parti; dans tous les quartiers de la ville et dans le district industriel on a pu créer une direction syndicale et entreprendre une active propagande.

Ces syndicats illégaux prennent le caractère de syndicats d'industrie. D'après les plus récentes nouvelles, ils ne se bornent pas à un simple travail de propagande, mais commencent à jouer un rôle important dans les revendications à l'intérieur des usines.

La Renaissance du Syndicalisme

Les élus "socialistes" ayant voté pour la diminution des traitements ne doivent plus collaborer au "Peuple"

Le *Peuple* du 1er novembre a publié l'ordre du jour que voici :

Le conseil et les délégués du syndicat confédéré des contrôleurs et assimilés des T.C.R.P., réunis le 25 octobre à la Bourse du Travail,

Enregistrant le vote qui eut lieu le 23 octobre dernier à la Chambre sur le projet gouvernemental de prélèvement sur les salaires des fonctionnaires ;

Estimant que les députés qui ont voté la confiance au gouvernement ont ainsi manifesté leur opposition aux intérêts de la classe ouvrière et se sont posés en adversaires de la C.G.T. ;

Demandent fermement que les colonnes du journal « Le Peuple » soient dorénavant fermées aux parlementaires qui ont cru devoir combattre, par leur vote, la position des organisations ouvrières.

Nous nous associons à cette demande.

Il serait tout simplement scandaleux que le *Peuple* continuât de publier la prose de MM. Déat, Fontanier et Lafaye, pour ne parler que de ceux-là.

A la porte, les élus partisans de la diminution des salaires !

LETTRE DE LA QUINZAINE

Paris, le 2 novembre 1933.

On ne sait pas encore si le Cabinet Sarraut inscrira ou n'inscrira pas la diminution des traitements dans sa déclaration ministérielle. Ce qu'on ne souligne pas assez, c'est qu'il s'est trouvé, à la Chambre, une majorité pour condamner cette diminution et pour renverser le gouvernement qui la proposait. Si la logique possédait encore quelque droit, le successeur de Daladier ne pourrait pas reprendre ce que la majorité du Parlement a rejeté.

Je laisse à notre ami Hagnauer le soin de vous entretenir plus longuement du succès que la chute du Cabinet Daladier a constitué pour les fonctionnaires. Il est « du bâtiment » et donc mieux à son affaire que moi. Mais je ne vous cacherai pas que j'ai été bougrement satisfait d'apprendre, au petit jour, le 24 octobre, que le « Taciturne » à la guimauve avait été flanqué par terre sur le coup de deux heures du matin. En voilà un qui ne l'avait pas volé !

Vous rappelez-vous le Daladier simple député, interpellant le gouvernement sur les méfaits des compagnies minières ? Il ne se gênait pas, le bougre, pour administrer aux députés-mineurs socialistes du Pas-de-Calais une leçon d'énergie; ceux-ci allaient moins loin que lui dans la lutte contre le patronat du charbon. Lui, Daladier, ne se laissait pas mener par le bout du nez par les compagnies. Et lorsqu'il serait au pouvoir, on verrait... ce que l'on verrait.

On a vu. On a vu la convention super-scélérate avec les Compagnies de chemins de fer. On a vu les milliards dépensés dans le béton armé des fortifications formidables de l'Est. On a vu la circulaire De Monzie. On a vu l'article 83 contre les traitements. On a vu l'amendement Lassalle, sur quoi la chute s'est heureusement produite. En tout ceci, et bien qu'il eût osé, à la Chambre, prétendre le contraire, M. Daladier s'est révélé comme un excellent serviteur des congrégations économiques.

Les fonctionnaires doivent d'autant plus être félicités d'avoir renversé le Cabinet Daladier — car ce sont eux qui, en fait, l'ont renversé — que c'était contre le Comité des Forges, contre le Comité des houillères, contre les congrégations économiques qu'en réalité ils se battaient. La politique de « déflation », comme ils disent, c'est l'abaissement du niveau de vie de tous les travailleurs. En la faisant reculer, les fonctionnaires et travailleurs des services publics ont défendu toute la classe ouvrière.

Des gens qui, dans cette affaire, ont fait plutôt mauvaise figure, ce sont les « néos ». De majorité du groupe parlementaire socialiste, ils sont tombés à une trentaine pour voter l'amendement Lassalle. Combien seront-ils demain, dans le nouveau parti qu'ils constituent ?

En partant du golfe d'Otrante,
Nous étions trente,
Mais en arrivant à Cadix,
Nous étions dix.

On peut dire aujourd'hui que le néo-socialisme a fait fiasco. L'accueil plutôt frais qu'il a reçu dans le mouvement syndical, en dépit des sympathies avouées ou inavouées de la direction de la C.G.T., fut une des causes de son échec. Après le vote sur l'amendement Lassalle, je ne conseille pas aux « néos » de se frotter au mouvement ouvrier et au mouvement des fonctionnaires. Qu'ils se dépêchent d'être ministres, et qu'ils nous foutent la paix !

Avez-vous remarqué l'article de Déat paru dans le Peuple, *la veille même de la chute de Daladier ? Le « corporatisme » nouvelle manière a tapé dans l'œil de ce normalien. Mais quand il nous dit: « Attention au fascisme ! », l'écho prolétarien répond: « Attention à Déat ! » Et si nous voulions une preuve de plus que ceux qui préparent la voie au fascisme sont ceux qui veulent abaisser ou qui laissent abaisser le niveau de vie des travailleurs, nous la trouverions dans ce fait qu'en Allemagne les réductions de traitements ont précédé l'hitlérisme.*

Il est frappant de constater que la France est le seul pays où, sur la question des traitements des fonctionnaires, deux gouvernements ont été renversés, sans que les fonctionnaires aient été réellement touchés. L'esprit combatif qui anime nos organisations syndicales des Services publics n'est pas étranger à un résultat dont nos camarades ont le droit de s'enorgueillir, en dépit des Marquet, des Renaudel et des Déat.

Pour en finir avec ce chapitre, je prendrai tout juste la peine de vous signaler que le « pupiste » Chasseigne, député d'Issoudun, a voté lui aussi pour l'amendement Lassalle. Marion, jeune radical à Notre Temps; *Chasseigne, partisan de la réduction des traitemnts, nous aurons tout vu...*

Pendant que les fonctionnaires agissaient pour protéger leurs traitements, les dockers de Dunkerque, vous l'avez certainement appris, étaient frappés de lock-out, ne voulant pas subir une diminution.

Je suis sûr que nos camarades de toutes tendances entendront l'appel de la C.G.T.U. qui demande aux travailleurs de ce pays d'aider les dockers dunkerquois. Il n'y a pas de tendance qui tienne quand il s'agit de solidarité ouvrière.

Ceci dit, je dois vous donner quelques renseignements sur une situation assez embrouillée. Après avoir été longtemps minoritaire, le Syndicat des dockers de Dunkerque est maintenant dirigé par les communistes. Il n'y a pas eu de scission, pas plus lors du succès communiste qu'au moment du passage du syndicat à la C.G.T.U. A l'époque de ce passage, les militants à tendance confédérée, dont le principal est Gueus, sont restés dans le syndicat. Il y sont encore aujourd'hui.

La caractéristique du Syndicat des dockers de Dunkerque

est qu'on n'y sait jamais de quoi demain sera fait. Comme naguère chez les terrassiers parisiens, les situations y peuvent être renversées en un tournemain. Le vent de la mer du Nord souffle parfois en tempête sur les assemblées. Or il est certain que le lock-out actuel est une lourde épreuve pour la direction du syndicat.

Naturellement, les dockers dunkerquois sont les seuls juges. Je pense cependant, et vous serez certainemnt de cet avis, qu'il serait désastreux qu'une cassure du syndicat sortît de là. A ce titre, une résolution du récent Congrès de la Fédération confédérée des Ports et Docks n'est pas sans donner quelques inquiétudes. Et il est sûr, d'autre part, que les dirigeants communistes ne travaillent pas au maintien de l'unité.

Prenons comme exemple la situation du Syndicat de la Batellerie de Dunkerque après les deux grèves récentes. Le premier mouvement s'était terminé dans le Cabinet du ministre des travaux publics, de qui des concessions avaient pu être obtenues, sauf, toutefois, sur un point, important il est vrai : la navigation de nuit. Mais enfin, les bateliers ne reprenaient pas le travail sans rien, ni sans garanties. La solution était honorable.

Ceci ne faisait point l'affaire des communistes pour qui les ouvriers sont toujours trahis quand ils n'ont pas à leur tête des hommes de confiance de Moscou. Ils crièrent à la trahison de Blanckaert, ce même Blanckaert qui se désolidarisa de nous, en 1931, au Congrès de Magic-City, où il fut élu membre de la C.E. de la C.G.T.U. Les « purs » firent tant et si bien qu'ils déclenchèrent la deuxième grève : or ils durent donner l'ordre de rentrée sans autre résultat que la confirmation de ce qui était acquis après le premier mouvement. Comme l'écrit l'Unité Batelière *« la deuxième grève a été leur mort ».*

Ils n'étaient pas assez douchés cependant pour ne pas tenter un autre mauvais coup : la scission dans le Syndicat de la Batellerie.

Si j'en juge par certains comptes rendus, ils ne reçoivent pas un très bon accueil des bateliers.

La scission semble néanmoins un fait accompli. Quand l'Humanité *écrit que le Syndicat de la Batellerie de Dunkerque est passé à l'autonomie, elle essaie, mais en vain, de camoufler la besogne de division de ses amis.*

Tant que je vous entretiens de la malfaisance de nos « purs » — dont on peut écrire que le véritable communisme n'a pas de pires ennemis — j'en profite pour vous signaler un fait qui vous aura certainement échappé et qui constitue, précisément, une nouvelle démonstration de cette malfaisance.

Le Syndicat unitaire du Livre-Papier parisien, qui groupe imprimeurs, rotativistes, clicheurs et papetiers, est à la fois la vieille et la seule organisation corporative de la place — alors que la grosse majorité des typos sont confédérés — et le plus fort syndicat de la Fédération unitaire du Livre. Celle-ci tenait son congrès à Grenoble dans les derniers jours d'octobre.

Par une circulaire distribuée dans les ateliers, *la Fédération avait, à la veille du Congrès, informé les syndiqués qu'un de leurs secrétaires était « un contre-révolutionnaire, un saboteur de* l'Humanité, *un collaborateur du patronat, un patron lui-même ».*

Les délégués du Livre-Papier ont demandé, comme c'était leur droit et comme il était logique, que le congrès désigne une commission d'enquête qui aurait à examiner les accusations fédérales et la réponse de ou des accusés. Si je suis bien informé, les accusateurs refusèrent cette procédure, sur quoi les accusés abandonnèrent le congrès.

Je crois bien que sous les accusations personnelles lancées contre Poencin il y a de sérieuses et graves divergences de vues, touchant l'action syndicale, entre la Fédération unitaire du Livre et son plus gros syndicat. Nos camarades de la corporation intéressée vous en diront sans doute quelques mots. Mais il était important de noter dès aujourd'hui qu'une nouvelle et grosse organisation syndicale parisienne est en train, à son tour, de secouer la tutelle étouffante des « purs ».

M. CHAMBELLAND.

La bataille des fonctionnaires

DANS LES ALPES-MARITIMES

Comme en février, les fonctionnaires des Alpes-Maritimes ont vivement réagi contre les menaces de réduction de traitements.

Deux meetings ont eu lieu le 20 et le 21 octobre.

Celui du 20 octobre organisé en trois jours par le *Cartel confédéré des Services publics* a groupé plus de mille participants, confédérés, autonomes et unitaires.

L'exposé nourri du camarade Toesca de Toulon, montrant que la bataille des traitements n'est qu'une phase de la lutte des classes fut particulièrement applaudi par une salle vibrante. L'U. D. confédérée avait convié la classe ouvrière à assister au meeting et son secrétaire, le camarade Ferro, tint à assurer les fonctionnaires que toutes les organisations ouvrières les soutiendraient dans leur bataille.

Devant la volonté de lutte manifestée par la salle, une démonstration fut décidée devant le journal réactionnaire *l'Eclaireur*. Cette manifestation se heurta à plusieurs reprises aux agents cyclistes et aux pelotons de gardes mobiles. Malgré la brutalité de la police, plusieurs centaines de manifestants volontaires réussirent à atteindre le siège de *l'Eclaireur* qui fut vigoureusement sifflé et conspué. Le lendemain, ce journal ne manquait pas d'annoncer que plusieurs agents avaient été contusionnés par les manifestants. Aucune arrestation ne fut pourtant opérée.

Le 21 octobre, le *Cartel d'Action Commune*, groupant *unitaires et autonomes* avait organisé un meeting à la Bourse du Travail. Ce meeting réunit plusieurs centaines de participants ; mais il n'eut pas l'ampleur de celui de la veille. Il ne fut suivi d'aucune manifestation (la position de la Bourse et le déploiement de police expliquant ce fait). Les orateurs unitaires ne manquèrent pas de se livrer contre les militants confédérés aux attaques habituelles. Tant pis pour eux !

On pourra déplorer que l'accord ne soit pas intervenu pour un meeting commun. Les confédérés le proposaient à condition qu'il fut fait appel à des orateurs locaux (1 unitaire, 1 autonome, 1 confédéré) tous choisis parmi des camarades non « *marqués* », c'est-à-dire n'ayant pas participé aux luttes intestines passées — et en particulier à celles qui ont suivi le mouvement de février — et ne portant pas l'étiquette d'un parti.

Les unitaires se refusèrent à accepter des conditions qui leur faisaient pourtaunt la part belle, car leurs organisations de fonctionnaires sont peu nombreuses ; les autonomes étaient prêts à les accepter et convoquèrent leurs adhérents aux deux meetings.

Signalons pour terminer ce bref aperçu du mouvement que, depuis, *l'Eclaireur* réactionnaire fait concours de démagogie avec l'*Echo de Paris* et le *Matin* ; il va jusqu'à demander des *augmentations* (oui, ma chère) pour les petits fonctionnaires !

C'est pour le coup qu'on se marre !

En attendant la manne que les amis de l'*Eclaireur* doivent verser aux « bons » fonctionnaires, le Cartel confédéré des Services publics a adressé au Cartel central le télégramme suivant :

Cartel confédéré des Alpes-Maritimes estime insuffisante action directe envisagée pour faire échec projets financiers — préconise action plus vigoureuse — grève 24 heures — prie communiquer présent Cartel central.

Les fonctionnaires des Alpes-Maritimes ne sont pas encore décidés à écouter les pipeaux hitlériens, fussent-ils articles de Paris et offerts par le Comité des Forges.

B. G.

EN PASSANT...

Encore des croix !

Les mineurs sont loin d'être satisfaits de la situation qui leur est faite, et ils sont en train d'organiser des « marches de protestation » sur les préfectures.

Savez-vous ce que le gouvernement Daladier avait trouvé pour les calmer ?

Des croix de la Légion d'honneur ! une à Mailly, l'ancien secrétaire du Pas-de-Calais, l'autre à Thévenot, de Montceau.

Nous avons lu avec plaisir une protestation indignée des « responsables » des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, les camarades Coine, Priem, Delorme, Sion et Legay. Ils précisent même que Mailly « par décision du Congrès du 11 juin avait été exclu de toutes fonctions syndicales ».

Très bien ! Mais qu'en dit Maes ?

Deux poids, deux mesures.

Il n'est pas trop tard pour signaler que l'entrée au Congrès de la Fédération confédérée des Métaux fut interdite à Chambelland, qui se proposait d'y glaner des impressions pour la *R. P.*

Chevalme lui répondit que « la presse n'était pas admise ».

Bon ! Va pour la « presse »...

Mais pourquoi la représentante du *Petit Idiot* fut-elle, elle, admise ?

Habileté

Epinglons ce passage d'un article de Saillant, de la Drôme-Ardèche, sur le Congrès de la C.G.T. :

De toutes ces interventions, retenons celles de quelques camarades, anciens membres de l'autre centrale syndicale, qui auraient gagné à être moins sévères avec la C.G.T.U. Est-ce le résultat des difficultés, des déboires qu'ils y trouvèrent pendant dix ou onze ans ? Peut-être, mais plus inspirés furent ceux qui, comme Boville, prouvèrent habilement que l'air de chez nous était vraiment plus respirable en évitant de s'époumonner à la tribune et, dans un silence réfléchi, profitaient intentionnellement pour l'apprécier davantage, du degré de pureté de cette atmosphère nouvelle.

Possible que nos camarades n'aient pas été très « habiles » en démontrant que leur « rentrée » dans la C.G.T. n'avait pas influé quant au fond sur leur position vis-à-vis des problèmes du mouvement syndical.

Ils ignoreront toujours l'habileté qui consiste à faire le front unique à Valence avec Doucet et à approuver Jouhaux à Paris, à être de gauche dans la Drôme et de droite au Comité confédéral, à aller à Amsterdam et à voter pour le maintien à Genève.

Trop habile, Saillant !

LE BADAUD.

NOTES AU JOUR LE JOUR

— *L'Union des Métaux* de septembre vous a appris que Raymond Bouyer, l'un des secrétaires de la Fédération Confédérée des Métaux, avait refusé d'être candidat à la Commission administrative de la C. G. T. Serait-il indiscret de demander pourquoi ?

— Une manchette : « Unissons-nous ! », « Revendiquons ! ». Ainsi se présente un nouveau journal destiné au personnel de la S. T. C. R. P. Or, il s'agit de l'organe d'un nouveau, d'un troisième syndicat, et, en fait d'unité, d'un peu plus de division...

— Si nous en croyons *l'Humanité*, il existerait à présent un syndicat autonome chez les égoûtiers parisiens. La politique néfaste des dirigeants de la C.G.T.U. continue.

— Le citoyen Lebègue n'est plus secrétaire de la Fédération Unitaire des Transports. Il est retourné à l'atelier. Nous l'en félicitons.

A TRAVERS NOTRE COURRIER

« Grâce à la R. P.... »

« Je vous communique une liste de possibles. Je les ai pris parmi ceux qui, avec notre jeune phalange d'abonnés, nous permirent d'obtenir à la section du S. N., 10 mandats pour la motion de la Loire sur 14. C'est la première fois que nous obtenons un tel résultat, je puis dire grâce à la documentation de la *R. P.* Vous avez pu voir aussi le vote de nos camarades unitaires à leur congrès de Reims : sur 6 mandats, 4 mandats avec réserves pour la motion du Morbihan. Tous ces votes, qui sont d'un bon présage pour l'unité, la *R. P.* n'en serait-elle pas un peu l'artisan ? Aussi vais-je faire tout mon possible pour la répandre... »

L'unité à Tébessa

« Je viens de recevoir un exemplaire de la *R.P.* Nous avons été surpris d'y trouver certaines thèses qui nous tiennent particulièrement à cœur. Son programme est certainement le nôtre. Depuis février 1933, les syndicats confédérés et unitaires de Tébessa ont formé un « Cartel » et entamé une propagande pour l'unité dans le département de Constantine. Notre cartel groupe plus de 300 membres, fonctionnaires et ouvriers, et l'entente la plus cordiale ne cesse de régner entre unitaires et confédérés. Nous arrivons à ce résultat en étouffant l'esprit de tendance pour ne voir que l'esprit de classe. »

« Pas beaucoup d'enthousiasme... »

« Le congrès par ses votes pour ou contre le rapport moral ne semble pas traduire les courants d'idées qui sont dans la C.G.T. Mais les luttes de tendances ont fait tant de mal qu'il n'y a pas beaucoup d'enthousiasme pour recommencer une opposition. Il me paraît plus utile de porter l'action sur quelques points sans lui faire prendre l'allure d'une opposition totale au bureau confédéral. Il aurait peut-être été préférable de présenter des propositions d'action tout à fait en dehors du rapport moral. Mais cela n'aurait sans doute rien changé. Il y a tout un appareil confédéral qui changera difficilement d'orientation. Tout le travail est à faire à la base. »

Dans le Var

« ...Les syndicats confédérés du Var ne sont pas du tout décidés à reviser les directives et les méthodes de la C.G.T. Il y a cependant quelques éléments chez les instituteurs, mais, en général, apathie, laisser-aller. La C.G.T. n'a de syndicat à Toulon, ni dans le bâtiment, ni dans les chemins de fer, ni chez les céramistes, ni chez les bouchonniers. L'effectif du syndicat des ouvriers de l'arsenal est assez important, mais lorsqu'il y a des élections de délégués, ce sont les unitaires qui l'emportent. »

Singulier syndicat !

« Dans mon organisation (bouchers parisiens confédérés) il n'y a pas de conseil syndical depuis X années ; les assemblées générales ou seulement d'information sont inconnues depuis longtemps. Ainsi, de notre congrès fédéral de l'Alimentation, dans aucune réunion, si petite soit-elle, on n'en a discuté. Un délégué a été désigné, des votes émis, par quoi, par qui ? Même pas par le conseil syndical, puisqu'il est inexistant. »

Mais oui... mais oui.

« J'ai lu quelques passages du discours de Jouhaux sur la politique de présence. « Apportez-moi, dit-il, la preuve convaincante que ma présence à Genève gêne le mouvement ouvrier confédéral. » Réponse aussi simple qu'indiscutable. Si Jouhaux vivait d'une façon permanente la vie du monde ouvrier, il se rendrait compte que toutes les discussions négatives de Genève jettent la confusion parmi les camarades. »

A travers les Livres

Upton Sinclair : LE MOYEN D'EN SORTIR. — CE QUE L'AVENIR RÉSERVE A L'AMÉRIQUE (chez l'auteur, Los Angeles).

Série de lettres d'exhortation de Sinclair à une jeune capitaliste américain. Voyez la crise ! Voyez les usines arrêtées ! Voyez les banques qui sautent et voyez les chômeurs. Ça ne pourra qu'empirer. (En vertu de ce fameux *de plus en plus* vraiment cher à la cervelle humaine.) La machine capitaliste est désormais incapable de tourner normalement. C'est l'enrayement final. Il y a trente ans que je vous le prédis. Mais, comment sortir de là ?

« *Je ne vous demande pas, jeune capitaliste, de subir le martyre ni de vous engager dans des voies héroïques. Nous vous demandons d'user de bon sens, d'user de votre habituel jugement d'homme d'affaires et de comprendre la folie et l'absurdité qu'il y a à maintenir plus longtemps inactive la vaste machine des affaires. Nous vous proposons de renoncer à vos privilèges d'homme qui vit sur le profit, de les échanger contre vos droits de citoyen de l'industrie. Et, nous vous le démontrerons, ces droits vous apporteront plus de sécurité, de satisfaction et de liberté dans l'exercice de vos facultés qu'aucun des privilèges que vous avez conquis dans la lutte de la concurrence.* »

La démonstration est classique et claire. C'est celle du gaspillage. Que d'argent et d'énergie dépensés dans la concurrence (réclame etc...) ! C'est 60 % de l'énergie totale. En supprimant ce gâchis on aurait la même production avec une journée de travail de deux ou trois heures. Et si, de plus, chacun recevait le produit de son travail (et non plus seulement une partie de ce produit), la journée de huit heures permettrait à chacun de vivre sur un pied de 100.000 francs (5.000 dollars) par an. On pourrait, sans aucune gêne, payer aux capitalistes, l'intérêt du capital représenté par leurs actions !

Conclusion ! Vive la propriété collective et le socialisme d'Etat qui pourraient nous apporter tous ces bienfaits !... Sinclair ne dit pas qui « pourrait » mais qui « apportera ». Il cite plusieurs fois la Russie en exemple et ne veut pas voir que le capitalisme d'Etat y est une nouvelle forme de l'exploitation de l'homme par l'Etat (c'est-à-dire la clique de l'« appareil ») substituée à l'exploitation directe de l'homme par l'homme.

J. P.

Albert Champdor : LA GUERRE DU PÉTROLE (L'Eglantine).

Le pétrole — la concurrence entre ses deux trusts rivaux — fournit un thème inépuisable à des caricatures de matérialisme historique; la lutte entre les forces sociales y est remplacée par les machinations ténébreuses de quelques magnats. Le livre indiqué ci-dessus est la dernière en date de ces productions.

On y apprend par surcroît des choses extraordinaires: par exemple, que la république de Costa-Rica qui, de tous les Etats du Centre-Amérique est celui qui, depuis sa fondation, jouit de la plus grande stabilité politique, stabilité très supérieure à celle de la France, a eu « la plus belle collection de révolutions qu'un peuple ait jamais possédée ».

On y apprend également que Porfirio Diaz, le dictateur sanguinaire sous lequel gémit le Mexique durant trente années, « avait une conscience », et qu'elle « n'était pas à vendre ».

Et enfin ! que les profonds mouvements sociaux qui ont bouleversé le Mexique depuis la chute du dictateur, les plus importants qui se soient produits dans le monde depuis vingt ans, après ceux de Russie, sont tout juste une intrigue des dirigeants de la *Standard* contre ceux de la *Royal Dutch* !

L'auteur a vraiment des dispositions pour le roman-feuilleton.

R. L.

FAITS & DOCUMENTS

Un autre assassin d'annamites : le Commandant Lambert

Nos lecteurs se souviennent sans doute de l'article qui fut consacré ici à l'acquittement des légionnaires Layon et Von Bargen, assassins d'annamites (« R. P. » du 10 août). Parmi les témoins figurait un certain commandant Lambert, supérieur hiérarchique des assassins. Sa place eut été non à la barre des témoins mais au banc des accusés, si le récit que fait le journal **Librement** d'Hanoï, du 1er septembre, est exact, récit qui, en tous cas, n'a pas, à notre connaissance, été démenti, et que voici :

Oui, l'*Avenir du Tonkin* a raison, le nom du commandant Lambert ne sera pas oublié ici. A Vinh surtout, on se le rappellera, et pendant bien longtemps, car son souvenir y est lié à celui de la soirée sanglante du 9 mars 1931.

Ce soir-là, en l'honneur du centenaire de la Légion, il avait été décidé que la garnison ferait une retraite aux flambeaux à travers la ville. Ce n'avait peut-être pas été une décision bien heureuse. Depuis près d'un an, la province de Vinh était troublée. Des milliers d'Annamites y avaient été tués. Toutes les prisons y étaient archipleines. L'ordre était loin d'y être encore rétabli. Le pays était gardé militairement. Enfin, sans le mot, c'était l'état de siège. Etait-ce donc bien opportun de faire défiler dans les rues du chef-lieu, avec des lanternes et musique en tête, les soldats de la garnison dont on devait d'ailleurs bien se douter que, ce jour-là, plus d'un aurait vidé force bouteilles? Pensez, des légionnaires, et le jour du centenaire de leur arme. C'était aller de gaîté de cœur, par forfanterie, au devant des incidents. On peut même dire que c'était presque une provocation. Le fonctionnaire civil qui a autorisé cette retraite aurait dû le lendemain même être limogé.

Le peuple annamite pris dans sa masse est encore un peuple-enfant. Il est sans rancune et sans mémoire. Puis les distractions sont si rares pour lui. Voyant ces lanternes, entendant cette musique, le menu peuple de Vinh ne put résister, et toute la marmaille du pays, des femmes portant leur enfant sur leur hanche, des vieillards, des jeunes gens suivaient joyeusement la retraite. On avait oublié les morts, on avait oublié les prisonniers, on avait oublié les fusillades. On s'amusait, on riait, on gambadait. C'était un soir de liesse populaire.

Un piquet de légionnaires, l'arme sur l'épaule, baïonnette au canon, précédait la retraite. Quand tout d'un coup on vit celle-ci ralentir sa marche, marquer le pas, puis s'arrêter. Que s'était-il passé ? Des communistes, paraît-il, s'étaient mêlés à la foule et venaient de jeter des tracts sur le passage des soldats.

Des tracts ! Mais c'était un défi lancé à la légion. Il devait être relevé sur l'heure. Et sans même attendre qu'on leur en eût donné l'ordre, les légionnaires qui escortaient la retraite foncèrent, baïonnette en avant, sur la foule qui, prise de panique, ne s'expliquant pas ce qui venait d'arriver, s'enfuit, en poussant des cris d'épouvante, de tous les côtés. Les soldats parvinrent à rattraper cinq des fuyards, au hasard de la prise, et très probablement ceux qui avaient couru le moins vite.

— Allez, on va les conduire au commandant.

Le commandant était au cercle des officiers de la légion où il buvait du champagne avec ses invités en attendant le passage de la retraite.

— Quoi, qu'est-ce qu'il y a ? Qu'est-il arrivé ?

— Mon commandant, on nous a jeté des tracts dans les jambes. Voici cinq Annamites que nous avons pu arrêter.

L'inspecteur de la sûreté était là.

— Est-ce qu'on peut les interroger tout de suite ?

— Non.

— Alors, tant pis, je prends ça sous mon képi. Vous, les hommes, vous allez me fusiller immédiatement ces cinq salopards-là.

Et les cinq « salopards » encadrés par des légionnaires, baïonnette au canon, furent conduits à travers la ville vers le lieu de leur exécution. En route, pour les faire avancer plus vite, leurs gardiens les piquaient par derrière de la pointe de leurs baïonnettes. Le lendemain, là où le cortège sinistre était passé, on voyait de longues traînées de sang sur la chaussée.

Parmi ces cinq Annamites, il y avait deux gamins. En les voyant si jeunes, un Européen courageux, pris de pitié, réussit à les arracher des mains des légionnaires.

Il n'en restait plus que trois. Quand ils arrivèrent au pont de Takek, en face la résidence, l'un d'eux eut la présence d'esprit d'enjamber le parapet et de se jeter dans le canal rempli d'eau où il se cacha derrière une culée. Celui-ci eut la vie sauve. Les deux autres furent massacrés sur place à coups de feu et à coups de baïonnettes.

On ne savait ni qui ils étaient, ni s'ils étaient coupables de quoi que ce fût. Le troisième qui s'était enfui ne fut jamais recherché. Quant aux deux gamins sauvés par l'Européen généreux, on se rendit compte le lendemain qu'ils étaient deux innocents.

C'est le commandant Lambert qui donna l'ordre de cette fusillade.

Lettre d'Italie Nos maîtres ayant décidé un « tournant » dans leur politique extérieure, par la voie d'un rapprochement avec l'Italie fasciste, appuient leur volte face d'une vaste campagne en faveur des « réalisations » du fascisme. Parlementaires, hommes de lettres, gens d'affaires sont dépêchés à Rome pour en rapporter de nouveaux motifs d'esbaubissement. La « grande œuvre » du drainage de la campagne romaine remplace maintenant les « trains qui arrivent à l'heure ».

On connaîtra la situation véritable de l'Italie en lisant l'extrait suivant d'une lettre d'Italie publiée par l'**Adunata dei Refrattari**, organe libertaire américain de langue italienne. La situation qui y est décrite est exactement conforme à ce qui ressort des conversations des nombreux italiens qui habitent en France près de la frontière et que leurs affaires ou leurs relations de famille conduisent à aller fréquemment en Italie... en s'y mêlant à la vie réelle.

Les campagnes sont désertes, surtout dans le midi; les travailleurs agricoles offrent leurs bras pour un salaire de 4 à 5 lires par jour, mais en vain, les propriétaires des terres, qui sont effrayés par la crise et la situation italienne, préférant laisser leurs terres incultes plutôt que d'en tirer des produits qu'ils ne peuvent vendre, ni dans le pays, ni à l'étranger. Le peuple italien est en effet incapable de les acheter à cause de son extrême misère, et le commerce étranger préfère aux produits italiens ceux d'autres pays à cause de leur qualité supérieure et de la plus grande exactitude dans les livraisons, à prix égal.

Ceux de nous qui habitent la Suisse et l'Allemagne particulièrement savent bien quelle terrible concurrence y font aux produits agricoles italiens, les produits hollandais, français et espagnols.

Loin de s'améliorer, la situation s'aggrave chaque année, car toute amélioration présupposerait un changement dans le régime agraire et dans la mentalité de l'agriculteur, ce qui, sous le régime fasciste est une impossibilité.

Celui-ci cherche, il est vrai, à réparer les dommages subis par l'agriculture italienne, en consacrant des jours de fête à tel ou tel produit, et en s'adonnant à une propagande pseudo-scientifique sur les qualités alimentaires des divers produits agricoles. Mais ce n'est pas là une solution, car le problème ne réside pas dans une meilleure connaissance de la vertu nutritive des divers produits agricoles ni dans leur vente à un jour de fête déterminé, mais dans l'absence complète de moyens d'achat chez le peuple italien, malgré les bas prix pratiqués, et dans le manque d'adaptation aux besoins des commerçants étrangers.

Encore quelques années comme celles-ci et l'agriculture italienne sera réduite à zéro, et nos paysans ne seront plus qu'une horde d'affamés.

Identique est la situation des travailleurs de l'industrie.

Il est de notoriété publique — les journaux fascistes eux-mêmes ne le cachent pas — que les quelques industries qui subsistaient encore en Italie croulent l'une après l'autre;celles qui tiennent encore vivotent misérablement, et qu'à la condition d'être subventionnées par l'Etat ! La main-d'œuvre y est réduite et mal rétribuée. Là où travaillaient 1.000 ouvriers, il n'en travaille plus que 100; là où l'on gagnait 30 à 40 lires par jour, on n'en gagne plus que 10 ou 15 (*soit de 13 à 20 francs*. N.D.L.R.).

C'est la famine pour tous les travailleurs, pour ceux des champs comme pour ceux de l'usine, et plus encore pour ceux des champs que pour ceux de l'usine.

Et la classe moyenne ? — Bien qu'elle constitue le nerf et l'élément dirigeant du fascisme, elle est loin de naviguer davantage sur une mer tranquille.

Elle tire ses moyens de vivre plutôt des classes pauvres que de la classe capitaliste, si bien que lorsque celles-là souffrent de la misère, elle en ressent le contre-coup. La quantité énorme de faillites — des petites faillites — est une preuve éclatante de la vraie situation de la classe moyenne italienne, toute proche elle aussi de la misère et de la ruine.

Il est exact que c'est de son sein qu'est sortie l'armée des bureaucrates et des défenseurs armés du fascisme, mais celle-ci forme une véritable caste; elle vit sans souci du lendemain, grâce aux traitements qu'elle touche, qui lui garantissent le vivre et le couvert. Mais cette caste n'est pas la petite bourgeoisie, elle n'en est qu'une faible partie, et qui a une vie indépendante du restant. C'est elle qui constitue l'armée essentielle du fascisme (pas moins d'un demi-million d'hommes sur 42 millions d'habitants), et qui est la seule force dont il faut tenir compte dans les calculs relatifs à une guerre contre le fascisme.

Le peuple et la classe moyenne sont las de tant de souffrances.

Si les révoltes qui éclatent périodiquement, ici et là, dans les petits centres agricoles, ne suffisaient pas à en témoigner, il suffirait d'écouter ce qui se dit partout, librement et ouvertement maintenant, contre le régime, contre le duce et ses gestes héroïco-comiques; sur les trams, dans les trains, dans les bureaux, dans la rue, chez les commerçants, partout et dans toute l'Italie, s'étale la fatigue et la méfiance de tous à l'égard des organes du régime; chose qui ne se voyait pas aussi nettement jusqu'à il y a peu de temps.

A mon avis, la situation est identique à celle qui exista juste avant et après la fin de la guerre: *la révolution existe dans les choses et les esprits, mais ce qui manque, ce sont les révolutionnaires.*

Comme sous le czar Le **Bulletin du Fonds de Secours de l'A.I.T.** (Association Internationale des Travailleurs) **pour les Anarchistes et Anarcho-Syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie** publie les renseignements suivants :

On nous signale de nouveaux emprisonnements d'anarchistes et de sympathisants à Odessa, à Tomsk et ailleurs.

Comme toujours, ces emprisonnements sont effectués sans motif. Les « verdicts » sont prononcés par l'administration policière, c'est-à-dire, par les organes de la Guépéou, sans trace de procès, d'instruction ou de jugement.

— Sont arrêtés, à Odessa, les camarades Venger Rachel, Hexelman F., Rabinovitch I. et d'autres. Tous sont en prison depuis 8 mois déjà, sans savoir de quoi on les accuse, sans la moindre notion de ce qui les attend.

— En janvier de cette année, neuf camarades ont été arrêtés à Tomsk où ils se trouvaient déjà en exil. Après 7 mois

de détention à la prison de Novossibirsk, trois de ces camarades furent remis en liberté, deux autres condamnés à la détention, et les trois derniers à un nouvel exil. Les motifs ? Mystère !

— Les camarades Kordao, Makhonine, Koumanoff et autres arrêtés l'année dernière à Arkhangelsk où ils se trouvaient en exil, sont emprisonnés à Verkhné-Ouralsk.

— On nous signale la situation alarmante du camarade Batrak. Sorti récemment de la prison d'Arkhangelsk, il a été envoyé, d'abord, à Touroukhansk (Sibérie) et ensuite à Krasnoïarsk. Or, sa santé est compromise par les privations à un tel point que sa vie est actuellement en danger.

— Le camarade Krougloff arrêté il y a trois ans (après six ans de prison et d'exil !) vient de purger sa peine et s'en va en exil pour 3 ans, à Pavlodar (Turkestan).

— Le camarade Iurtchinko est déporté pour 3 ans à Krasnoïarsk (Sibérie).

— Le camarade Tarlovski, pour 3 ans, à Petropavlovsk.

— Alexandroff Basil est « condamné » à 3 ans de prison à Souzdal.

— Lange Nicolas, sorti de la prison de Verkhné-Uralsk, est exilé à Krasnoïarsk.

— Vsevolojski, Michel et Chkolnikoff I., sont déportés à Astrakhan.

— Goloubeff F., Kossoff V., Loukiantchikoff A., Salmanovitch I., et d'autres camarades encore, sont exilés à Saratov, Maloff V. à Koursk, Chliakhovoi A. et la camarade Sturmer à Birsk, Pikounoff V. et Lubarski à Oulianovsk, Kouprianoff à Kazan, Vedukoff M. et Orloff K. à Tomsk (Sibérie), Kolotilchikoff N. et Petrossianz A. à Tchimkent.

— Les camarades Khoudolei V., Avdeieff, Smirnoff M., Ber, Mentchikoff Elie et Charevski sont exilés à Braguino (un village perdu de la Sibérie).

— Le camarade Blumine L. est déporté à Penza. Le camarade Plotnikoff T. à Kokand (Turkestan). Les camarades Toumanoff N. et Pastoukoff à Kostroma, Kolemassoff A. à Semipalatinsk.

— Les camarades Rasine S., Kologrive Jean et Solono vitch A. à Kargassok (région de Narym, Sibérie).

— Begoune V. est emprisonné à Souzdal, pour 3 ans.

L'adresse du fonds de secours est : Albert de Jong, Haarlem (Hollande).

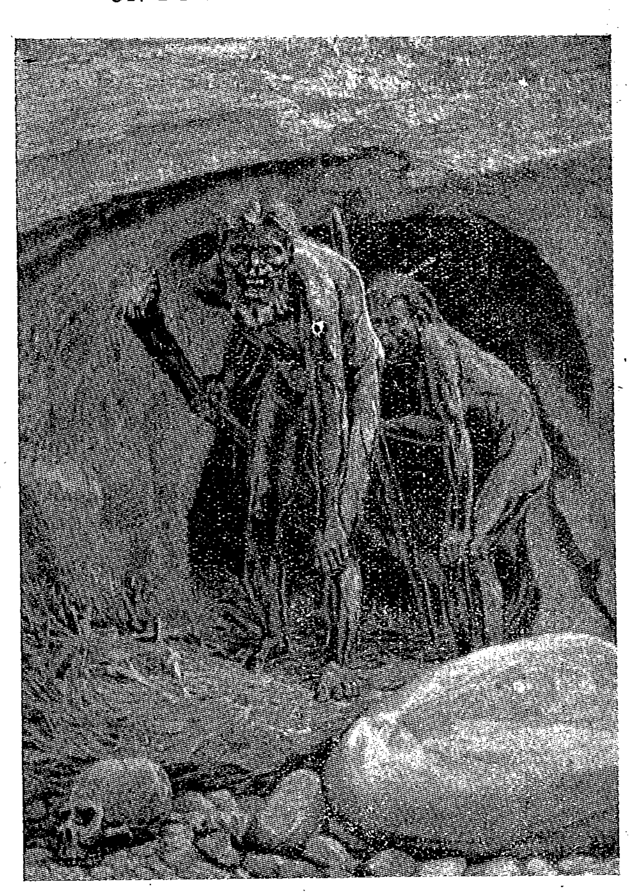
Le retour à la Brute C'est un exemple particulièrement réussi d'évolution régressive qu'offre, après le fascisme italien, l'hitlérisme. En voici une nouvelle et bien caractéristique illustration. On sait peut-être que les nazi ont fait d'un souteneur, Horst Wessel, tué dans une bagarre, leur héros national, et qu'un film est actuellement tourné dans les studios allemands pour glorifier le « héros ». Sous le titre : « Furor Teutonicus sous les projecteurs Jupiter », un journal nazi 100 %, **Funk Woche,** publie le récit suivant de l'une des prises de vue du film :

Tant au point de vue artistique que matériel, tout était préparé d'une façon parfaite. Il s'agissait de tourner « la bagarre dans un meeting » du film Horst Wessël que la Volksdeutsche Filmgesellschaft tourne actuellement dans les studios Jofa sous le patronage officiel du parti. Le metteur en scène Franz Wenzler, avait obligé ses troupes à des répétitions minutieuses, et rien ne clochait. Six cents figurants étaient là, dont 80 femmes et deux pelotons de police; les autres figurants étaient des volontaires nazi, les uns jeunes, les autres anciens combattants des sections d'assaut. Seize d'entre eux seulement avaient des rôles de nazis; le reste représentant des communistes.

Tout avait admirablement bien marché pendant les répétitions. Les interruptions fusaient aux moments voulus; les « mouvements divers » que provoquait le discours de Thaelman contre Hitler faisaient leur petit effet, etc., etc...

Neuf chaises en liège avaient été disposées dans la salle, ainsi que trente verres de bière en celluloïd, dont les débris devaient couvrir le sol après la bataille. Mais si le metteur en scène propose et dispose, bientôt il ne fut plus pour lui question de « disposer ». Durant les premiers tours de manivelle tout cependant avait été pour le mieux, bien que l'ardeur sauvage de certains figurants donnait déjà quelque inquiétude. Mais, lorsque le discours séditieux du communiste contre nos chefs eut atteint son point culminant, lorsque les interruptions, plus violentes que pendant les répétitions, éclatèrent, lorsqu'enfin, conformément à ce qui avait été prévu, les policiers munis de matraques en caoutchouc (interdites par la suite heureusement !) s'enfoncèrent dans la foule... alors ce

UN PUR SANG ARYEN GARANTI



L'homme de Néanderthal, ancêtre et... modèle des hitlériens.

fut une confusion générale ! Etaient-ce le souvenir des batailles livrées autrefois par les membres des sections d'assaut dans les salles de réunions ? ou bien l'excitation du jeu ? Toujours est-il que la représentation se transforma en une bagarre tout ce qu'il y a de sérieux. Les policiers qui, conformément à leur rôle, s'avançaient dans la foule pour calmer les esprits, se virent tout à coup assaillis, piétinés et maltraités; les verres de bière (des vrais, hélas !) voltigèrent en l'air ainsi que de vraies chaises; le bruit de bois brisé remplissait la salle, les pieds de chaises maniés par des poignes solides tourbillonnaient, et 600 personnes rugissant de colère se battaient au milieu des cris hystériques des femmes. La fureur teutonique, irrésistible, avait éclaté sous la lueur froide des projecteurs Jupiter.

Désespoir du metteur en scène ! Que faire ? Ni cris, ni révolvers chargés à blanc ne purent avoir raison de cette meute

déchaînée. La masse improvisait elle-même. Combien de fois n'avait-on pas fait la répétition de Horst Wessel, s'échappant au milieu des siens, par une porte dérobée... cette porte, impossible de l'atteindre ! Le sang coule; au lieu de reculer, la masse attaque. Il ne reste qu'un seul moyen de retraite: la fenêtre. D'un coup de poing, le grand chef Fiedler la brise. Par cette ouverture, les protecteurs de Horst Wessel s'enfuient tout en se débattant. L'acteur qui avait représenté l'orateur communiste a complètement disparu, bien que ce soit contraire à son rôle. Ce n'est que plus tard, une fois le calme revenu et les esprit calmés qu'il sort... de dessous la table, tout tremblant encore.

Bilan terrible ! Le metteur en scène s'arrache les cheveux. Au lieu de seulement les neuf chaises en liège et les verres en celluloïd, toutes sortes de débris jonchent le champ de bataille. La salle est toute démolie et tous les meubles sont brisés. 27 tables de bois massif, 217 chaises, 76 cendriers de terre, 173 verres de bière ont été réduits en miettes.

Par ailleurs, le médecin et ses aides s'affairent: 11 grands blessés nécessitent des soins sérieux; les autres, moins grièvement atteints, se pansent eux-mêmes selon la méthode éprouvée des sections d'assaut, avec leurs mouchoirs. On compte 11 dents brisées, 51 personnes réclamant des indemnités pour blessures: total, 548 marks. En outre, 73 costumes, 12 bracelets-montre, 14 paires de lunettes et un ratelier doivent également être remboursés.

Les effets de la crise en pays paysans Un collaborateur de l'**Information** au retour d'un voyage dans les Balkans écrit :

On connaît maintenant dans la Péninsule balkanique un genre de misère dont le dictionnaire ne donne point la définition: celle qui consiste à manger à satiété (et au delà) les produits du sol ou de l'élevage dont la vente est devenue impossible, mais à considérer comme un luxe inaccessible le sel, le pétrole ou le tabac. Des peuples entiers vivent sous ce régime ambigu de pléthore alimentaire et de dénuement pécuniaire. Ils consomment les articles qu'ils ne peuvent vendre et attendent de Londres, de Genève ou de la Providence la réouverture des marchés étrangers...

...Par contre — et ceci n'est pas indifférent — la crise y a des incidences sociales moins redoutables qu'ailleurs. Pas de zones de luxe ou d'opulence, comme en Autriche ou en Hongrie; pas de disparité visible entre le citadin et le paysan. On coudoie, à Belgrade comme à Sofia, des paysans en opanques et en choubara: au café, au « Corso », dans l'autobus, ces paysans sont « chez eux »; ce n'est le cas ni à Budapest, ni à Vienne. Nulle part on n'a dans les Balkans cette impression de misère verticale qui frappe dans tant d'autres pays plus évolués. La société est elle-même une famille mi-paysanne, mi-bourgeoise: est-il dans les Balkans un homme d'Etat, un intellectuel, un fonctionnaire, dont le grand-père, sinon le père, ne soit un paysan ? Déplorable au point de vue économique, cette homogénéité devient dans l'ordre social une garantie de paix publique. Il peut toujours y avoir, dans les Balkans comme ailleurs, des désordres ou des soulèvements locaux à l'occasion d'exécutions fiscales ou de brimades administratives. Il n'y a par contre aucune vraisemblance de guerre civile.

NOUS AVONS REÇU :

CÉSAR DUCHARME: *L'Avortement* (Editions Sociales Internationales).

Clandestinité ou législation? demande le sous-titre.

Honnête travail sur le sujet ainsi délimité où perce un certain souci de magnifier l'Urss et de mettre en évidence le Parti communiste.

Le problème eût gagné à être lié davantage à celui du peuplement en général et à celui de la répression de toute manœuvre anticonceptionnelle. Il s'en dégagerait mieux l'idée que la morale et la loi concourent tout bonnement à assurer à chaque direction nationale les conditions les meilleures pour sa propre prospérité.

ENTRE NOUS

Encore un effort, et nous y serons, aux 1.500 !

— Vous nous aviez promis, pour le 25 octobre, un recensement des abonnés à fin septembre ; or, nous n'avons rien vu venir.

— Nous ne nous excuserons pas sur le dos de la traditionnelle « abondance des matières » ; le vrai, c'est que le temps nous a manqué.

Ce retard est maintenant rattrapé, et nous pouvons annoncer à nos amis que le nombre des abonnés de la R. P. s'élevait à 1.472 au 31 octobre dernier.

Tout de suite, notons qu'une bonne centaine de ceux-ci n'étaient pas, à ce moment-là, en règle avec notre caisse : pendant les mois creux de l'été, leur quittance nous est revenue impayée, soit parce qu'ils étaient en vacances, soit que les fonds leurs manquaient. Nous avons écrit à ces retardataires en leur demandant de se mettre à jour d'ici la fin du présent mois. Le 30 novembre, nous leur ferons présenter une nouvelle quittance. A ceux qui la paieront, nous continuerons l'envoi. Pour toutes les quittances impayées, nous serons dans l'obligation d'arrêter le service, à moins qu'on ne prenne la petite peine de nous écrire de patienter.

Nous sommes donc près, tout près des 1.500. Si, tenant compte du déchet que nous subirons forcément parmi les retardataires, nos amis font, en novembre et décembre, un effort de recrutement, eh bien ! le 31 décembre 1933, nous aurons dépassé les 1.500 !

Nos amis le voudront-ils ?

Quelques détails sur notre progression:

Dans le Rhône, nous sommes passés de 41 en janvier à 75 en octobre ; dans la Loire, de 38 à 60 ; dans les Alpes-Maritimes, de 22 à 39 ; dans la Gironde, de 21 à 35; dans le Nord, de 18 à 37; dans la Seine-Inférieure, de 15 à 27, etc... etc...

Il n'y a qu'à continuer !

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Septembre et octobre. — Paris, 7; Seine, 3; Seine-et-Oise, 1; Ain, 2; Ardèche, 3; Bouches-du-Rhône, 1; Charente, 1; Côtes-du-Nord, 1; Constantine, 1; Gironde, 1; Loire, 2; Marne, 1; Nord, 2; Haute-Saône, 1; Espagne, 1; Hollande, 1. — 29 abonnements nouveaux.

NOTRE SOUSCRIPTION DES 1500 ABONNÉS

Beau (Haute-Loire), 5; un camarade du Pas-de-Calais, 3; anonyme, 1; Beau (Nord), 5; A. Pelletier (Paris), 10; Ménard (Paris), 10; Barbet (Somme), 10; Leburg (Haute-Vienne), 5; Borie (Gironde), 10; Renon (Haute-Vienne), 8; Lagain (Côtes-du-Nord), 5; Mlle Isnard (Alpes-Maritimes), 10 ; Zanotti (Alpes-Maritimes), 5; Charbonnier (Haute-Loire), 5; Ponchet (Nord), 5; Josso (Seine-et-Oise), 5.

Total de la 6e liste	102 fr.
Listes précédentes	2.889 fr.
Total au 31 octobre 1933	2.991 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Maupioux (Seine), 50; G.D. (Suisse), 100; P. Busseuil (Paris), 60; R. Louzon (Alpes-Maritimes), 57. — Total: 267 fr.

Merci à tous !



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET VINCENT
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

A LIRE !